



CONGO-RDC

Félix Tshisekedi et Denis Sassou N'Guesso échangent sur l'Afrique centrale

En visite de travail à Oyo, village natal du chef de l'Etat congolais, le président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Antoine Tshisekedi a évoqué avec son homologue, Denis Sassou N'Guesso les questions d'actualité dans la sous-région d'Afrique centrale.

« Quand les deux chefs d'Etat de la RDC et de la République du Congo se rencontrent, il y a beaucoup de choses au menu de leurs échanges. Il n'y a qu'à regarder dans la sous-région, les bruits de bottes en Centrafrique, à l'Est et au Nord de la RDC où la situation politique est dominée par mon élection à la présidence de l'Union africaine », a déclaré le président de la RDC.

Page 16



EDUCATION

Reprise effective des cours sur l'ensemble du territoire national



Des élèves en classe au lycée technique commercial

Reportés en raison de la résurgence de la pandémie du coronavirus, les cours ont effectivement repris le 11 janvier sur l'ensemble du territoire national. « Les élèves sont arrivés massivement ce matin. Les cours se font dans le strict respect des mesures barrières prises dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 », a indiqué le proviseur du lycée technique commercial, Faustin Parfait Boro, précisant que l'établissement a prévu des masques de protection.

Page 5

SANZAS 2020

Huit artistes primés



Des récipiendaires, les organisateurs et quelques autorités, après la cérémonie DR

Huit artistes ont reçu des prix dans le cadre de la 18^e édition des trophées des créateurs dénommés « Sanzas », dans les secteurs de la mode, peinture, sculpture, musique, littérature, théâtre et cinéma. Portés par le groupe Germain Pella Yombo depuis 2003, les « Sanzas », font à la fois honneur et reconnaissance aux créateurs, promoteurs et mécènes congolais dans diverses catégories de l'art et de la culture au Congo. « Chers artistes, malgré la fulgurance de la covid-19, que du bonheur pour le groupe Yombo de toujours faire votre actualité et vous honorer. Dommage que depuis plusieurs mois, le monde est dominé par le coronavirus qui cloue le secteur des arts et des lettres dans le stand-by. Abnégation et pugnacité obligent, l'art doit continuer et l'art doit être célébré », a déclaré Germain Yombo, promoteur de l'événement.

Page 13

COVID-19

Le Congo élabore son plan de vaccination



Les participants lors de l'atelier vaincre la covid-19. Le doute sur la question n'est plus permis. Ce plan stratégique est facilité par la compilation des propositions examinées et élaborées depuis le mois de juin dernier, dans le cadre global de la riposte de la pandémie »

Page 4

Les experts congolais en matière de santé se sont réunis du 7 au 9 janvier pour élaborer le plan stratégique de mise en œuvre de la vaccination contre le coronavirus. Cet atelier a été organisé par le ministère de la Santé en collaboration avec la Banque mondiale. Il avait pour but de déterminer entre autres la cible à vacciner, les ressources humaines et financières, la stratégie de sensibilisation ainsi que les capacités de la chaîne de froid et de la logistique de vaccination. : « la vaccination est essentielle pour

Éditorial
Modération

Page 2

ÉDITORIAL

Modération

Alors que se précisent, au sein de l'opposition comme de la majorité, les noms des candidats qui brigueront le 21 mars prochain la présidence de la République, il n'est ni prématuré, ni inutile de rappeler à ceux ou celles qui solliciteront le vote des citoyens congolais que le peuple, notre peuple, aspire à la modération.

La modération, c'est-à-dire l'énoncé calme, détaillé, précis des mesures qui seront prises durant le prochain quinquennat afin de permettre au pays de résoudre ses problèmes présents tout en poursuivant sa progression sur la voie du développement durable. La modération, c'est-à-dire aussi le strict respect des règles qui garantiront le bon déroulement de la campagne et du vote à venir. La modération, c'est-à-dire enfin le respect de l'autre, autrement dit du ou des candidats auxquels il faudra se confronter sur la scène publique.

Cet appel à la modération, à la raison, est d'autant plus important que la campagne électorale à venir se déroulera dans le climat d'inquiétude inédit que la double crise sanitaire et économique qui frappe notre pays a suscité dans toutes les couches de la population une inquiétude sans précédent. Jeter dans un tel contexte de l'huile sur le feu pour mieux faire entendre sa voix et convaincre les électeurs de faire le bon choix serait proprement criminel. Car notre pays n'a pas besoin d'ajouter des tensions politiques aux problèmes très concrets qu'il lui faut résoudre dans le temps présent.

Faire en sorte que la passion partisane ne l'emporte pas sur la raison civique et que la campagne électorale à venir se déroule dans le calme avec une présentation raisonnable, argumentée mais pacifique, à l'égard de ses adversaires s'impose dès à présent comme un impératif catégorique auquel aucun candidat ne peut, ne doit se soustraire. Rien, en effet, ne serait pire que de surajouter une crise politique à la crise sanitaire, économique et sociale que nous traversons tous.

Espérons donc que cet appel à la modération sera entendu par les différentes formations politiques qui vont s'affronter sur le terrain électoral dans les semaines à venir.

Les Dépêches de Brazzaville

PRÉSIDENTIELLE 2021

Le PULP invite Denis Sassou N'Guesso à faire acte de candidature

Dans une déclaration publiée le 10 janvier à Brazzaville, à l'issue d'une assemblée générale extraordinaire, le Parti pour l'unité, la liberté et le progrès (Pulp) a choisi Denis Sassou N'Guesso comme son candidat à l'élection présidentielle de mars prochain.



Les dirigeants du PULP lors de l'assemblée générale Photo Adiac

Bien avant, la direction nationale du Pulp que dirige Jean-Didace Médard Moussodia, avait déployé des membres du bureau exécutif national dans tous les chefs-lieux de département du Congo afin qu'ils recueillent les avis de la base sur la candidature du chef de l'Etat à la présidentielle de mars.

Partout ailleurs, précise la direction du parti, les militants et sympathisants du Pulp ont, de commun accord, porté leur dévolu sur Denis Sassou N'Guesso comme étant leur porte étendard à cette échéance majeure. Le bureau exécutif national du

Pulp s'est donc réuni pour approuver le vœu émis par sa base. « Le Pulp a estimé, en toute responsabilité, que le Congo a besoin d'une forte personnalité à sa tête. Un digne fils jouissant d'une expérience avérée dans la conduite des affaires de l'Etat et guidé par le souci de la stabilité et de l'unité nationale », relève le Pulp dans sa déclaration lue par son secrétaire général, Christian Wonga.

Le parti a également organisé, séance tenante, une collecte de fonds destinés à soutenir cette candidature. A l'issue de l'opération, plus de 2, 5 millions FCFA ont été collectés. La collecte des

fonds se poursuivra au sein du parti a-t-on appris.

« Pour garantir à notre champion une victoire écrasante, il faut que nous participions tous au vote. C'est pourquoi, nous demandons aux militants et sympathisants d'aller se faire enrôler massivement sur les listes électorales, de veiller à ce que leurs noms se trouvent sur les différentes listes de vote », a indiqué Jean-Didace Médard Moussodia.

Rappelons que le Pulp est un parti membre de la majorité présidentielle. Il dispose des députés à l'Assemblée nationale, d'un sénateur et de plusieurs élus locaux.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-
donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -
Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngonzo /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elyy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

Le Club 2002-PUR sensibilise à l'enrôlement

Le secrétaire général du Club 2002, Parti pour l'unité et la République (PUR), Juste Désiré Mondélé, a lancé le 9 janvier, dans le 5e arrondissement de Brazzaville, Ouenzé, la campagne de sensibilisation de la population à l'enrôlement sur les listes électorales.

Les opérations de révision extraordinaire des listes électorales en vue de la présidentielle du 21 mars prochain, se déroulent du 7 janvier au 16 février sur toute l'étendue du territoire national. Pour la réussite de cette opération combien importante pour la maîtrise du corps électoral, le Club 2002-PUR a remis des mégaphones et des masques de protection contre la pandémie de Covid-19 à l'administrateur-maire de Ouenzé, Marcel Nganongo.

Selon Juste Désiré Mondélé, le lancement officiel de cette campagne de sensibilisation est une invitation à la population congolaise d'aller se faire enrôler massivement sur les listes électorales. Le vote est, a-t-il rappelé, un droit civique. « Il faut user de ce droit et pour ce faire, il faut commencer d'abord par vérifier et être sûr que vous êtes inscrits sur les listes électorales. Je lance un appel solennel aux premiers votants, notamment aux jeunes ayant 18 ans révolus qui vont voter pour la première fois, de s'inscrire sur les listes élec-



Juste Désiré Mondélé remettant un échantillon de kits de communication/Adiac

torales, faute de quoi ils seront surpris le jour du vote », a exhorté le député élu de Ouenzé I.

Remettant le don, le Club 2002-PUR a indiqué que les mégaphones permettront de faciliter la communication de proximité et les bavettes de protection pour le respect

strict des mesures barrières contre le Covid-19. « N'oubliez pas qu'il est important de voter et que pour voter il y a des conditions à remplir : l'inscription sur la liste électorale, être en possession d'une pièce d'identité. Donc, nous savons compter sur Monsieur

l'administrateur-maire et sur tous les responsables des quartiers que vous

tique qui vient de faire ce geste louable et l'arrondissement 5 Ouenzé est ouvert à tous les partis politiques, à toutes les associations quelle que soit leur borne. C'est pour autant dire que nous allons utiliser ce matériel à bon escient », a assuré l'administrateur-maire. L'administrateur-maire a profité de cette occasion pour rappeler que l'opération de révision des listes électorales concerne aussi bien les jeunes ayant 18 ans révolus que les personnes ayant changé leur département ou arrondissement. S'agissant des décédés, Marcel Nganongo a expliqué que pour extirper leurs noms des listes électorales, il faut que les parents prouvent leur disparition à travers un acte de décès. « Comme le chef de l'Etat a voulu que l'élection se passe dans un climat apaisé, au niveau de Ouenzé, nous allons interioriser ce leitmotiv. Nous sommes ouverts à tout le monde parce que l'inscription sur les listes électorales est une étape cruciale pour tout vote. On ne peut pas voter tant qu'on n'est pas inscrit sur les listes électorales », a-t-il insisté.

Parfait Wilfried Douniama

VIE DES PARTIS

Des jeunes de Talangai adhèrent à la Force montante congolaise

Une campagne d'adhésion à la Force montante congolaise (FMC), une organisation catégorielle du Parti congolais du travail (PCT), a été lancée le week-end dernier dans le sixième arrondissement de Brazzaville, Talangai, notamment au quartier 608 Gaston Lenda.

Cette campagne a été lancée sous la direction de Stève Arold Oko, chef de la délégation du quartier 608. Elle fait partie des résolutions issues du dernier congrès de la FMC, tenu en octobre dernier et vise à faire adhérer le maximum de jeunes à cette organisation juvénile du PCT. L'objectif est de donner à la FMC du sang nouveau et une énergie nouvelle, capable de créer une vraie dynamique. Plusieurs jeunes ont saisi l'occasion en remplissant les fiches d'adhésion à la FMC. La campagne sera clôturée par la restructuration

des organes intermédiaires et instances de base, et se poursuivra progressivement dans d'autres sections de l'arrondissement. « Au terme de la campagne spéciale lancée ce jour, notre but est de faire adhérer plus de jeunes à la FMC afin de structurer les cellules et sections autant que possible dans le quartier. Notre vision est surtout de créer un véritable socle autour du chef de l'Etat, pour lui prouver combien même les jeunes de Talangai le soutiennent. Il s'agit aussi de rassurer que notre quartier reste la citadelle imprenable », a déclaré Stève Arold Oko.



En rappel, la FMC a tenu son 1er congrès extraordinaire le 9 octobre 2020 à Brazzaville, à l'issue duquel un nouveau se-

crétariat permanent a été mis en place, dirigé par Osdet Vadim Mvouba, en tant que premier secrétaire de l'organisation. Il a

Des jeunes remplissant leurs fiches d'adhésion succédé à Juste Bernardin Gavet, qui a occupé ce poste pendant plusieurs années.

Firmin Oyé

POOL

Le Mcddi redynamise ses organes de base de Madzia

Dans la perspective de la présidentielle du 21 mars, le président du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (Mcddi), Euloge Landry Kolelas a installé, le 10 janvier à Madzia dans le département du Pool, les organes de base de son parti.

Parti de la majorité présidentielle, tout comme d'autres formations politiques affiliées, le Mcddi, qui soutient la candidature du président Denis Sassou N'Guesso, entend œuvrer pour sa victoire au scrutin du 21 mars.

Dans cette optique, Euloge Landry Kolelas, dont le parti tient à jouer sa partition, veut mobiliser les troupes à travers le renouvellement et la redynamisation des instances capables d'atteindre l'objectif que s'est assignée la majorité présidentielle, à savoir: élire dès le premier tour leur candidat.

Pour mener à bien cette mission dans le district de Madzia, le président du Mcddi a installé dans leurs fonctions Sébastien Balemboufoua, Louise Massolola et Hervé Lemvo Massamba, respec-

tivement président local du parti, de l'organisation féminine (OFDI) et de la jeunesse (JMCDDI).

Par ailleurs, profitant de cette occasion, la population de Madzia a formulé quelques doléances, à savoir: redonner à ce district sa place d'antan, réhabiliter la route dégradée reliant Madzia à Kinkala, la réhabilitation de la maternité et la dotation de la localité d'une ambulance.

Outre ces préoccupations, les filles et fils de Madzia ont plaidé pour la formation des jeunes aux divers métiers et au paiement des salaires des enseignants vacataires. Ces doléances ont été bien prises en compte par Euloge Landry Kolelas qui s'est engagé à leur payer un semestre des arriérés.



Le président du Mcddi, Euloge Landry Kolelas prenant un bain de foule à Madzia/DR

Au sujet de la route Madzia-Kinkala, il a promis rendre compte aux autorités en charge de ce secteur et suggéré que la population ainsi que lui-même s'investissent en y apportant une contribution financière pour faciliter sa réhabilitation.

De leur côté, mue par la volonté de préserver la paix dans ce district et dans le département du Pool, la population de Madzia a pris l'engagement et fait le serment de refuser la violence d'où qu'elle vienne et de quelle que nature qu'elle soit.

Concernant la présidence du 21 mars, le président du Mcddi a invité les sympathisants et militants de son parti à adhéré massivement à l'opération de révision des listes électorales qui a débuté le 7 janvier.

Guy-Gervais Kitina

AGRICULTURE

Le Congo appelé à encadrer l'usage des antimicrobiens

Trois organismes onusiens ont mis récemment en place un programme de sensibilisation destiné à attirer l'attention du gouvernement congolais, des prescripteurs et des communautés sur la nécessité d'un bon usage des antimicrobiens pour éviter le développement et la propagation des résistances.

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) veulent accompagner les autorités dans la gouvernance de la résistance aux antimicrobiens qui sont de microbicide servant à traiter, à combattre ou à prévenir des maladies causées par des microorganismes et à améliorer la production, la croissance ou la reproduction.

« Appui à la sensibilisation et à la gouvernance de la Résistance aux Antimicrobiens », c'est l'intitulé du projet de coopération technique lancé par les partenaires onusiens au début décembre dernier. Le lancement de ce projet était couplé à la célébration de la semaine mondiale de sensibilisation au bon usage des antimicrobiens sur le thème « Antimicrobiens : à utiliser avec prudence ».

Des activités de sensibilisation ont été, pour cela, organisées à Brazzaville et à Pointe-Noire, avec un focus sur le projet de coopération technique obtenu auprès de la FAO à travers le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche. L'ob-

jectif de ces activités, d'après les parties prenantes, consistait à attirer l'attention des autorités sur la nécessité d'un bon usage des antimicrobiens.

Pour N'Kaya-Tobi, le directeur général de l'Élevage et délégué national auprès de l'OIE, la mise en œuvre du projet se fera dans le cadre de l'approche « Une seule santé ». Il s'agit d'un projet national et le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche ne lui sert que d'ancrage institutionnel.

Il faut signaler qu'en République du Congo, à l'instar des autres pays du monde, la consommation des antibiotiques aux spectres étroits et larges a augmenté de 65% entre 2000 et 2015. Le conseiller à l'Élevage, Dr Léon Tati a stigmatisé les mauvaises pratiques en santé humaine, en production et santé animale et végétale, tels que le non-respect des doses prescrites, le non-respect des délais d'attente, l'utilisation abusive, excessive, incontrôlée et parfois injustifiée des antimicrobiens qui ont conduit les pathogènes à développer des mécanismes de défense, d'où l'apparition de la résistance aux antimicrobiens.

Fiacre Kombo

LUTTE CONTRE LA COVID-19

Le Congo bâtit sa stratégie de vaccination

Le ministère de la Santé et de la Population en partenariat avec la Banque mondiale, a organisé du 7 au 9 janvier au grand hôtel de Kintélé, un atelier d'élaboration du plan stratégique de mise en œuvre de la vaccination contre la covid-19 en République du Congo.



Les participants lors de l'atelier

L'atelier d'élaboration du plan stratégique de mise en œuvre de la vaccination contre la covid-19 en République du Congo ayant réuni les cadres et experts venus des ministères de la Santé, des Finances, de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Unicef avait pour objectif de définir la cible à vacciner, d'évaluer les capacités de la chaîne de froid et de la logistique de vaccination, d'élaborer le plan de communication et de sensibilisation à l'endroit de la population et d'estimer les ressources

humaines et financières. Les aspects démographiques particuliers des patients atteints: à savoir l'âge, le genre, les femmes enceintes, les cas de morbidité ont été également abordés. D'autres points sur lesquels les experts ont planché sont notamment l'outil de mobilisation sociale et de plaidoyer indiquant la direction à suivre pour répondre aux exigences de mise en œuvre dudit vaccin. Présidant les travaux, le directeur général de la Population, Oyéré Moke, a indiqué : « le Congo joue sa partition dans

la lutte contre la pandémie à coronas virus. Cet atelier est une mission urgente à l'issue de laquelle, les experts et cadres devront produire un document de qualité sur tout le processus de vaccination à soumettre au gouvernement. »

Cette stratégie, qui définira aussi le budget nécessaire pour l'achat du vaccin, s'étendra sur deux ans (2021-2022). Intervenant à la clôture des travaux, la ministre de tutelle, Lydia Mikolo, a souligné que : « la vaccination est essentielle pour vaincre la covid-19. Le doute sur la question n'est plus permis. Ce plan stratégique est facilité par la compilation des propositions examinées et élaborées depuis le mois de juin dernier, dans le cadre global de la riposte de la pandémie et, constitue un document cohérent et conséquent pour une opération réussie ». La communication étant le point le plus sensible de la stratégie en chantier sur la vaccination contre la covid-19, il conviendrait pour les autorités compétentes de commencer avec la sensibilisation au plus vite, afin de dissiper les rumeurs.

Lopelle Mboussa Gassia

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET GÉNÉRAL

La reprise des cours a été effective

Les élèves des cycles maternel, primaire et secondaire de l'enseignement technique et général ont massivement repris le chemin de l'école, le 11 janvier, contrairement à la rumeur persistante qui faisait état du report à la reprise des cours.



Des élèves en classe au lycée technique commercial

Elèves, personnels enseignant et administratif ont répondu présents, le 11 janvier, dans l'ensemble des éta-

blissements scolaires. « Les élèves sont arrivés massivement ce matin. Les cours se font dans le strict res-

pect des mesures barrières prises dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 », a indiqué le proviseur du ly-

cée technique commercial, Faustin Parfait Boro, en précisant que l'établissement a prévu des masques à mettre à la disposition des enfants, qui pourraient en manquer, de sorte à ne pas rater les cours. Selon lui, en effet, il n'y a pas du temps à perdre, il faut avancer dans l'exécution des programmes.

Au lycée technique commercial et au collège la Fraternité, la rigueur habituelle a été de mise. Tous les élèves sans uniforme n'ont pas franchi le seuil des établissements. Le sort était le même pour ceux n'ayant pas de coiffure adéquate.

Par contre, au lycée technique industriel du 1er mai, les élèves retardataires ont été soumis à l'exercice de salubrité. Chacun avec son balai devait nettoyer un périmètre déterminé, sous l'autorité du surveillant général.

Par ailleurs, aux alentours des établissements scolaires, errent des élèves en civil, venus se rassurer de l'effectivité de la reprise des cours. D'autres qui devaient avoir cours à midi sont venus le matin par confusion de vague.

Tout est visiblement rentré dans l'ordre, à l'issue du constat fait sur le terrain, en dehors de la communication du gouvernement, faite par voie de médias, pour confirmer la reprise des cours, le 11 janvier, par le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Anatole Collinet Makosso. Les parents d'«élèves réticents», du fait de la rumeur ayant circulé sur le report de la reprise des cours, ne devraient donc plus tarder à mettre leurs enfants sur le chemin de l'école.

Rominique Makaya

José Cyr Ebina s'imprègne de l'effectivité des cours au nouveau collège de Nkouo

Après son inauguration, le 26 décembre par l'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Guesso, le tout nouveau collège d'enseignement général de Nkouo, dans le district d'Igné, département du Pool, a reçu ses premiers élèves, le 11 janvier en présence du député de la circonscription, José Cyr Ebina.



José Cyr Ebina échangeant avec les élèves/Adiac

La décision gouvernementale instaurant la reprise des cours pour le compte du deuxième trimestre de l'année scolaire 2020-2021 a été respectée à Igné, en général et au nouveau collège de Nkouo en particulier. Cette école vient ainsi d'intégrer la longue liste des écoles publiques de la République du Congo. Après plusieurs décennies de souffrances mais aussi d'abandon scolaire à cause de la distance entre les domiciles et les écoles, les collégiens de cette localité située sur la route nationale numéro 2 ainsi d'une vingtaine des villages environnants ont vu leur rêve se réaliser ce 11 janvier. En effet, ces derniers parcouraient de longues distances ou laissaient leur famille pour les études. Ils étaient obligés soit de faire des aller-retour à Odziba ou Igné centre ou encore de migrer à

Brazzaville afin de poursuivre leurs études après l'obtention du certificat d'étude primaire et élémentaire (CEPE).

A en croire Daniel Itoua, l'un des élèves de la classe de 6e de ce nouvel établissement, tous les cauchemars relèvent désormais du passé et il est maintenant temps de travailler d'arrache-pied pour satisfaire les autorités qui ont soulagé leur peine. « Sincèrement, je remercie la première dame et le député Cyr Ebina pour ce beau cadeau. Avant, nous parcourions de longues distances, parfois sous la pluie, afin d'aller prendre part aux cours à Odziba. Je me réjouis vraiment car nous étions exposés à tous les risques mais, c'est fini. Nous devons travailler dur pour concurrencer les autres collèges de notre district surtout que nous sommes la

première génération de cette école », a indiqué le jeune collégien, confortablement assis dans sa nouvelle classe.

Pour sa part, le député d'Igné, José Cyr Ebina a invité les élèves à plus d'abnégation dans le travail, à la discipline et à la préservation de cet établissement moderne et équipé. Par la même occasion, il leur a demandé de respecter et d'appliquer les mesures barrières contre la pandémie à coronavirus. « Cette école porte le nom de l'épouse du président de la République et vous êtes les premiers élèves de cet établissement. Est-ce que vous imaginez la responsabilité qui est la vôtre ? Fini les tracasseries, nous attendons de vous de bons résultats mais aussi de bons témoignages. Vous devez beaucoup étudier et faire plaisir aux autorités et aux parents. Je compte sur vous, plein de succès », a exhorté José Cyr Ebina.

Notons que l'établissement mesure cinq mille mètres carrés. Il comprend un bâtiment principal de quatre salles de classe d'une surface totale de trois cent quarante mètres carrés. Chaque salle de classe mesure soixante-six mètres carrés, soit 9,20m sur 7,20m, avec une capacité de soixante-dix élèves. Le collège comprend également un bloc administratif de soixante-quatre mètres carrés, des latrines de quatre cabines et une clôture de trois mille mètres. Pour meubler l'école, cent-soixante tables bancs, des bureaux et des chaises sont installés.

Rude Ngoma

SANTÉ

Adéco initie une formation à l'endroit des infirmiers

Un séminaire de renforcement des capacités à l'intention des infirmiers, qui vont exercer dans les infirmeries scolaires, a été ouvert le 11 janvier dans la salle de conférence Acem située à Tié-Tié, 3e arrondissement de la ville océane, en présence d'Edwige Bakala, médecin-chef du district sanitaire de Tié-Tié, représentant la directrice départementale de la Santé.

La formation qui va durer cinq jours a pour objectif de renforcer les capacités des agents de santé qui auront la charge d'administrer les soins médicaux dans les infirmeries scolaires dans le cadre de la prise en charge des enfants en milieu sanitaire. Louant l'initiative, Thimothée Nkouka, représentant le président départemental de l'association des parents d'élèves et étudiants du Congo (Apeec) a dit : « L'Apeec se propose d'accompagner l'Association pour le développement économique (Adéco) conformément à l'article 11 de la Charte africaine des parents d'élèves et étudiants ou Charte d'Abidjan. » Et de poursuivre que l'Apeec s'efforce de développer des fructueux partenariats avec les ministères, les collectivités locales, les enseignants, les élèves, les ONG et les autres institutions spécialisées susceptibles d'intervenir dans le domaine de l'éducation.

Pendant cinq jours, plusieurs infirmiers et infirmières

ayant exercé à titre bénévole dans les hôpitaux et centres de santé intégré ainsi que ceux relevant des structures privées vont recevoir des personnes ressources outillées en santé et en disciplines connexes de divers enseignements en lien avec le travail qu'ils auront à effectuer dans les infirmeries scolaires. Le code de la déontologie médicale, l'exécution des soins infirmiers, l'administration du protocole médical, l'éthique de l'infirmier, le comportement professionnel en milieu humanitaire, la prise en charge psychologique des patients sont les différents thèmes qui seront exposés et feront l'objet des échanges avec les séminaristes.

Pour ce faire, Aimé Magloire Boukaka, président directeur général de l'Adéco a exhorté les séminaristes à être attentifs et réceptifs afin de mieux capitaliser les acquis de ce séminaire qui, à coup sûr, va ajouter un savoir supplémentaire à leur formation initiale.

Hervé Brice Mampouya

TRIBUNE LIBRE

L'allégorie de la vieille chaussure

C'est officiel ! L'élection présidentielle aura bel et bien lieu en mars 2021, dans les délais constitutionnels. Le président Denis Sassou N'Gusso l'a affirmé lors de son message sur l'État de la nation, devant le parlement réuni en congrès, le 23 décembre dernier.

Depuis, les états-majors politiques sont en ordre de bataille. Les alliances de toute nature se tissent, d'autres se désagrègent ou se recomposent, les familles s'écharpent sur fond de revendications d'héritage politique patriarcal. Partout, on assiste à une effervescence politique, plus ou moins contenue.

Si certains leaders semblent encore hésiter à prendre le départ, d'autres par contre l'ont pris avant l'annonce de la date du scrutin, à l'instar de Guy Brice Parfait Kolelas, leader de l'Udh-Yuki, qui s'est déclaré candidat dès avril 2018. De même que Mathias Dzon, porté candidat par l'Ard, son groupement politique.

Tsaty Mabiala, un peu dans l'expectative, prépare le conseil national de l'Upads fin janvier, sans doute pour y être investi candidat. Alors que le président par intérim de la fédération de l'opposition congolaise, Clément Mierassa, n'en finit pas de régler ses comptes à la Cnei (Commission nationale électorale indépendante), selon lui, trop inféodée au pouvoir. Cela présagerait-il une éventuelle contestation des résultats du scrutin à venir ? Difficile à dire, bien que cela soit de saison dans tous les pays du monde.

Dans cet ensemble, il y en a ceux qui ont sans doute longtemps réfléchi à la question. Les militants du Parti congolais du travail (Pct) par exemple. Ceux-ci, ont très tôt désigné leur candidat au cours du congrès ordinaire de décembre 2019, en la personne du président sortant qu'ils viennent d'investir, ce vendredi 8 janvier. Ce dernier acceptera-t-il cette offre ? En attendant, les supputations vont bon train à mesure qu'approche l'échéance du 21 mars 2021.

Au-delà de la multitude de candidatures, le peuple attend des présidentiables, des projets qui sortiraient le Congo de la situation délicate dans laquelle il est plongé aujourd'hui. Point n'est besoin de rappeler que la tâche qui attend le futur président de la République est immense. Elle nécessite une personne ayant une expérience dans la gestion des affaires et des hommes. Cette tâche ne saurait guère s'accommoder des projets fantaisistes qui prônent la balkanisation du pays, quand le Congo se veut un et indivisible.

En choisissant Denis Sassou N'Gusso comme candidat, le Pct et ses alliés de la majorité présidentielle semblent mettre toutes les chances de leur côté en s'appuyant sur le principe selon lequel : « on ne change pas une équipe qui a la connaissance du terrain ». Sur le long chemin qui conduit au succès le patriarche Charles David Ganao conseillait la sagesse : « préférez la chaussure qui vous convient à celle que vous découvrirez ». La première est plus rassurante. La seconde peut vous causer de gros ennuis.

Valentin OKO

REVENDEICATIONS

Des auditeurs de justice en colère contre leur tutelle

Trente-cinq candidats à l'auditorat de justice ont exprimé leur mécontentement le week-end dernier à Brazzaville, suite au retrait de leurs noms des listes de formation.



Les auditeurs de justice en pleine manifestation devant la Primature/Adiac

Il y a quelques années, le gouvernement, constatant un manque de magistrats dans des cours et tribunaux du pays, avait résolu de recruter des jeunes congolais diplômés en droit afin de les envoyer en formation à l'étranger. Depuis lors, plusieurs promotions ont été formées. Lorsqu'il arrive le

tour de 331 candidats à l'auditorat de justice restants, affirmant ces derniers, la commission interministérielle chargée du dossier a imposé le critère d'âge. Ainsi, 35 auditeurs listés depuis presque cinq ans, ont vu leurs noms supprimés, au motif qu'ils sont âgés de plus de 35 ans. Alors qu'au départ

le critère d'âge ne leur avait pas été notifié.

« Lorsque nous déposons nos dossiers, il y a des années, le seul critère essentiel était d'avoir une maîtrise ou un master en droit. En retirant nos dossiers, la commission interministérielle a introduit le critère d'âge afin de nous écarter. Si cela est le cas, en doit la loi n'a pas d'effets rétroactifs. Nous voulons être rétablis dans nos droits au même titre que les autres », a indiqué Philibert Pasi Pasi, un des membres du collectif des auditeurs de justice.

Pour sa part, Murphy Miekoutima, un autre membre de ce collectif, a ajouté que le critère d'âge ne devrait pas s'appliquer qu'à eux, car sur la liste d'admis au concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (ENAM), au titre de l'année académique en cours, certains candidats ont plus de 35 ans.

Firmin Oyé

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE

Appel à l'engagement citoyen face à la Covid-19

Dans la déclaration du gouvernement, lors de la célébration de la journée nationale du civisme, le 11 janvier, la ministre en charge de la Jeunesse, Destinée Hermella Doukaga, a appelé à l'élévation collective de la conscience citoyenne face à la pandémie, ainsi qu'au regard de l'échéance électorale qui pointe à l'horizon.

La conscience citoyenne est un facteur à prendre en compte pour offrir au pays des perspectives nouvelles dans son processus de développement, a indiqué la ministre de la Jeunesse et de l'Education civique. « Il est impérieux d'observer les valeurs civiques et morales face à la crise sanitaire ainsi qu'en période électorale pour que les valeurs de paix, de cohésion et de concorde soient préservées », a déclaré la ministre Destinée Hermella Doukaga.

La journée nationale du civisme, instituée en 2018, est à sa troisième édition. Cette



La ministre Destinée Hermella Doukaga donnant lecture de la déclaration du gouvernement

année, elle est célébrée sur le thème : « Engagement citoyen face aux défis de développement ». Elle a ainsi exhorté les jeunes à une forte adhésion aux initiatives officielles prises dans le cadre de la lutte anti-covid-19 et à un engagement communautaire afin de relever d'autres défis de développement.

En rappel, l'objectif visé, à travers cette célébration, est

de vulgariser la politique nationale en matière d'éducation civique, de promouvoir les activités socio-éducatives en vue d'éveiller et d'affermir la conscience civique, stimuler l'esprit patriotique... Ce qui permet de trouver un élan réel et décisif aux cris de ralliement contre toutes formes de comportements déviants qui gangrènent la société.

Rominique Makaya

FORMATION SUR LES GAZ NATURELS

Les participants s'approprient de nouvelles techniques

La ministre du Tourisme et de l'Environnement, Arlette Soudan Nonault a remis officiellement, le 11 janvier, des échantillons de climatiseurs écologiques aux sociétés publiques et privées de maintenance en froid et des attestations de fin de formation aux participants de l'atelier de formation sur les techniques d'utilisation des gaz de quatrième génération, dits gaz naturels, en rapport avec l'amendement de Kigali, en vue de la protection de la couche d'ozone.

L'atelier qui s'est tenu du 4 au 6 mars dernier, à Brazzaville, a permis aux participants d'acquiescer les connaissances sur les nouvelles techniques d'utilisation des équipements frigorifiques fonctionnant à base des gaz dits naturels et de reconversion auxdits gaz, des équipements fonctionnant initialement avec les substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO), organisé par l'ONU - Environnement (PNUE) en partenariat avec le gouvernement de la République du Congo, représenté par le ministère en charge de l'Environnement.

Cette formation s'est inscrite dans le cadre de la mise en œuvre du plan de gestion d'élimination des hydro chlorofluorocarbures (HCFC) désigné PGEH du Congo, avec l'appui du Fond multilatéral aux fins d'application du protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

L'amendement de Kigali a pour objectif d'éliminer progressivement les hydrofluorocarbures ou R-134 a et leurs mélanges considérés dans un premier temps comme seules alternatives aux

hydro chlorofluorocarbures ou R-22, mais qui se sont révélés plus tard comme des puissants gaz à effet de serre. L'élimination des R-134 a et de leurs mélanges au profit des gaz naturels ou hydrocarbures permettra au protocole de Montréal d'éviter l'émission dans l'atmosphère de l'équivalent de 70 milliards de tonnes de gaz carbonique et de maintenir l'augmentation de la température du globe en dessous de 2 degrés Celsius, conformément à l'accord de Paris.

La ministre a par ailleurs remercié et félicité les techniciens frigoristes pour leur participation effective et active à l'atelier de mars dernier, elle les a encouragés à défendre les acquis de la protection de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques.

« J'exhorte les techniciens frigoristes nantis de ces nouvelles connaissances de passer du statut de pollueurs de l'atmosphère lors d'installation et de réparation des équipements frigorifiques, à celui de protecteur de l'environnement en abandonnant progressivement l'usage des HCFC et des HFC au profit des gaz naturels, qui n'ont d'impact ni sur l'ozone, ni sur le



La ministre posant avec les participants

climat. », a signifié la ministre avant de s'adresser aux responsables des sociétés de maintenance en froid, d'expérimenter ces nouveaux équipements de climatisation. « Recommandez-en l'utilisation progressive à tous vos clients pour qu'à l'horizon 2030, nous parlions d'un Congo propre, sans substances appauvrissant la couche d'ozone ni substance réchauffant le climat », a-t-elle fait savoir.

Elle a déploré la non-participation de certaines sociétés qui sont restées indifférentes et hostiles aux équipes commises à la réalisation de l'enquête de

consommation des SAO qui permettra d'élaborer la stratégie de réduction et l'élimination définitive desdits gaz à l'horizon 2030 « J'en appelle à la conscience des responsables des sociétés afin de coopérer pleinement avec le Ministère. Les fiches y relatives qui leurs ont été déposées, ne sont jamais retournées au Bureau Ozone Congo », a signifié la ministre.

L'un des participants, Titien Mbemba s'est dit satisfait de la formation reçue : « Nous avons acquis beaucoup de compétences afin de travailler d'une manière professionnelle en protégeant l'environnement.

Nous utiliserons les machines de récupération et des pompes de récupération, afin d'éradiquer tous les polluants ».

« Avec cette formation, nous avons la possibilité de reconverter les airs 22 en air 290. Les techniques apprises nous permettent de faire cette transmutation avec les méthodes les plus simples. Les anciens climatiseurs fonctionnent avec les airs 22 qui sont néfastes à la couche d'ozone et les nouveaux fonctionnent avec les airs 290 », a souligné Mamadou Koné, frigoriste, l'un des participants.

Rosalie Bindika et Grace Merveille Ngapia (stagiaire)

ANNÉE 2021

Des actions à concrétiser dans la recherche scientifique

Face aux animateurs des structures sous tutelle, le 8 janvier à Brazzaville, le ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, a décliné les priorités de l'année qui vient de commencer en les appelant à être à la hauteur de la tâche.

L'agenda 2021 du ministère de la Recherche scientifique est faite de plusieurs actions à concrétiser au cours du premier trimestre. Il s'agit notamment de l'inauguration du Centre de recherche et d'excellence pour les énergies renouvelables à Oyo dans le département de la Cuvette. Le président de la République posait la première pierre de cette infrastructure le 13 mars 2018.

Par ailleurs, le 29 janvier 2021, l'Institut géographique national (IGN), procédera à la présentation de la carte touristique de Pointe-Noire et ses environs. Avant le 20 du même mois, du matériel de recherche médicale reçus de l'Agence internationale



Le ministre de la Recherche scientifique déclinant le plan d'actions

de l'énergie atomique sera mis à la disposition de l'Ins-

titut national de recherche en sciences de la santé et de la Fondation congolaise pour la recherche médicale du Pr Francine Ntoumi.

La direction de l'Institut national de recherche agrono-

mique devrait, quant à elle, s'atteler à créer les conditions de la recherche agronomique et de la culture de l'Artemisia, une plante dont les vertus médicinales soignent plusieurs pathologies dont le paludisme, première cause de mortalité dans le pays.

Sur le plan législatif, les chefs des structures de recherche travailleront à la refonte de la loi de 1995 portant orientation de la politique sur la recherche scientifique et l'innovation technologique. « Les chefs des structures de recherche doivent privilégier les jeunes, surtout les femmes dans le quota de quarante places réservées au ministère de la Recherche scientifique pour le recrutement à la fonction publique », a instruit le ministre.

Il a reconnu que l'année 2020 a été difficile du fait de la pandémie de covid-19 et de ses conséquences. « Cet ennemi invisible est venu changer tout le dispositif mais qui, à son corps défendant, nous

a aussi permis de connaître nos forces et nos faiblesses. La covid-19 a révélé les grandes limites que nous avons, il a donc été pour la recherche scientifique, une opportunité », a-t-il dit, appelant les chefs des structures de recherche à poursuivre le travail dans le strict respect des mesures barrières.

Les responsables des Instituts de recherche en sciences de la santé ; en sciences exactes et naturelles ; de recherche forestière ; de recherche Agronomique ; de l'Institut géographique national ; des Instituts nationaux en sciences de l'ingénierie, innovation et technologique ; de recherche et d'étude en sciences sociales et humaine ; de documentation et de l'information scientifique et technique et de l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation ont donc l'obligation des résultats.

Rominique Makaya

VOIRIES URBAINES

Les travaux de réhabilitation des routes au ralenti

Lancée il y a près de deux ans, la réhabilitation des voiries urbaines de la ville de Pointe-Noire est au ralenti, bien qu'il y ait eu un appui budgétaire supplémentaire de deux milliards de francs CFA de la part de l'Etat.

De nombreux chantiers ont été lancés dans la ville océane, notamment ceux d'infrastructures de voirie et d'assainissement. Le président du conseil départemental et municipal, Jean-François Kando, s'est à plusieurs reprises rendu sur ces chantiers pour s'enquérir du niveau d'avancement des travaux. Mais ceux-ci sont exécutés avec beaucoup de

nonchalance car certains travaux sont restés alors que l'Etat a fait un appui budgétaire supplémentaire de deux milliards de francs CFA. C'est le cas de l'avenue Marien-Ngouabi, dite Bord-Bord, qui jusqu'alors n'est toujours pas praticable.

Pour se justifier de ce ralentissement, le député-maire de Pointe-Noire avait organisé le 20 novembre dernier une conférence de presse à sa résidence officielle pour rappeler que la ville était confrontée à un problème de réserve et de stockage de bitume. « Vous savez que le Congo ne produit pas de bitume. Si on avait le bitume à portée de main, tout cela serait déjà ache-

vé. Attendez quelques jours et vous aurez une route qui puisse satisfaire à tout le monde. Je vous demande de prendre votre mal en patience », avait-il dit.

Pour de nombreuses personnes, les conditions actuelles marquées par la pandémie de covid-19 et le confinement auraient pu permettre de réaliser ces travaux avec beaucoup plus de diligence et de célérité, du fait de la limitation des déplacements des habitants. Malheureusement, cela n'a pas été le cas. Notons qu'en dehors de cet appui budgétaire de deux milliards de francs CFA de la part du gouvernement, le président de la République, Denis Sassou



Les travaux de canalisation DR

N'Guesso, avait décidé d'octroyer une dotation spéciale à la mairie de Pointe-Noire afin de lui permettre de ré-

aliser les différents projets d'aménagement des voiries urbaines.

Hugues Prosper Mabonzo

VIE ASSOCIATIVE

La DGMCA organise un don de sang au quartier Mbota

La Dynamique grand mbota pour la citoyenneté active (DGMCA) que coordonne Denis Ghires Koumbambouka a mobilisé, le 10 janvier, les habitants du quartier Mbota, situé dans le quatrième arrondissement Loandjili, à faire un don de sang pour sauver les malades.



Les membres de la DGMCA donnant du sang

En plus des membres de la DGMCA, une centaine de donateurs bénévoles ont participé à l'opération du don de sang. Dégageant l'importance de ces retrouvailles, Denis Ghires Koumbambouka a rappelé que donner du sang est un geste qui permet de sauver la vie à plusieurs personnes. « Le don de sang est un geste fort et hautement symbolique pour chaque donneur. Ce geste incarne à la fois la générosité et la solidarité. En donnant du sang, on sauve des vies et on offre la vie tout en participant à la plus grande chaîne de solidarité du monde qui lie le donneur et le receveur », a-t-il indiqué. De son côté, Thavel Damba, coordonnateur de la DGMCA au quartier 411 Mbota, a signifié que beaucoup de personnes meurent chaque année dans le monde en général et au Congo en particulier à cause du manque de sang. « Le don de sang est un besoin permanent qu'il faut répondre en vue de venir en aide à plusieurs malades qui en éprouvent le besoin dans les hôpitaux. Il permet chaque jour de sauver des vies », a-t-il déclaré.

Appréciant les membres de cette association, Parfait Ibrahim Makassela, chef de quartier 411 Mbota marché, a reconnu que la DGMCA est la première association juvénile à effectuer un don de sang dans son quartier. « Nous ne pouvions qu'appuyer les jeunes de cette association à travers ce don de sang. Ces derniers se sont portés garants pour donner du sang à d'autres personnes qui en manquent », a-t-il dit.

Séverin Ibara

COVID-19

La Chine soutient la coopération sur la recherche de l'origine de la pandémie

La Chine a exprimé lundi son soutien envers les scientifiques de tous les pays pour effectuer la recherche scientifique mondiale sur l'origine et la voie de transmission du virus de Covid-19, tout en soutenant les pays membres à mener une coopération sur l'origine animale du virus sous la direction de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Zhao Lijian, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, a fait ces remarques lors d'une conférence de presse en réponse à une question concernant l'annonce de la Chine selon laquelle une équipe d'experts internationaux de l'OMS arriverait en Chine jeudi pour effectuer une recherche conjointe avec des scientifiques chinois pour chercher l'origine du nouveau coronavirus.

La Chine soutient les scientifiques de tous les pays à mener la recherche scientifique mondiale sur l'origine et la voie de transmission du virus, et est l'un des cosponsors d'une résolution prise lors de la 73^e Assemblée mondiale de la santé (AMS) sur la Covid-19, a-t-il rappelé, ajoutant que la Chine soutenait également les pays membres à mener une coopération sur l'origine animale du virus sous la direction de l'OMS.

La Chine a invité dix experts internationaux, en février et en juillet de l'année dernière, à se rendre dans le pays, et des experts chinois ont maintenu des interactions fréquentes avec l'OMS et des experts internationaux via des séminaires par liaison vidéo, introduisant les résultats de la recherche d'origine de la Chine, d'après M. Zhao.

Chercher l'origine de Covid-19 est un sujet scientifique et le travail concerné doit être effectué par les scientifiques dans le cadre d'une coopération mondiale, a-t-il noté.

Face aux changements continus de la situation pandémique, à une meilleure compréhension sur le virus et à la découverte de plus de cas précoces, la recherche de l'origine pourrait probablement impliquer de nombreux pays et sites, et l'OMS mènera des recherches similaires dans d'autres pays et régions si nécessaire, a ajouté M. Zhao.

La Chine souhaite continuer à mener une coopération étroite avec l'OMS et les experts internationaux dans ce domaine, afin de contribuer à la recherche mondiale de l'origine de Covid-19, a ajouté M. Zhao.

Une équipe d'experts de l'OMS attendue en Chine pour des recherches sur l'origine du nouveau coronavirus

Après des consultations avec la Commission nationale de la santé, une équipe internationale d'experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) arrivera jeudi en Chine afin de mener des recherches conjointes avec des scientifiques chinois pour déterminer l'origine du nouveau coronavirus, a déclaré lundi la commission.

Xinhua

COVID-19

Todd Haskell souhaite voir la livraison du vaccin au Congo dès le premier semestre

Dans une interview exclusive accordée au quotidien Les Dépêches de Brazzaville, l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Congo, dont le mandat touche bientôt à sa fin, a fait le bilan de la coopération entre son pays et le Congo dans divers domaines.

Dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, d'entrée de jeu, les Etats Unis reconnaissent, le soutien de l'ONU, en particulier l'Unicef, ainsi que la coopération avec les gouvernements du monde entier, pour s'assurer que les vaccins soient disponibles pour tous, « le plus rapidement possible ».

« Le leadership américain est ce qui a rendu ce vaccin possible. Je sais que mes collègues des Nations unies ont félicité les ministères de la Santé et des Finances pour les ressources consacrées aux autres vaccins. J'espère voir le premier déploiement de vaccins ici au Congo, au premier semestre 2021 », a souhaité le diplomate américain.

Les Etats-Unis, qui ont indépendamment engagé des ressources et des efforts dans le cadre de l'opération Warp Speed pour développer des vaccins et des contre-mesures médicales pour lutter contre l'épidémie, certifient que « Grâce à l'opération Warp Speed, la recherche, le développement et la production ont été intensifiés afin que des vaccins et des produits thérapeutiques sûrs et efficaces soient rapidement disponibles aux Etats-Unis et dans les pays du monde entier ». En outre, Todd P. Haskell a souligné, la nécessité d'un effort mondial « pour gagner la lutte contre ce fléau ».

S'agissant de la coopération entre les Etats-Unis et le Congo dans plusieurs domaines, l'ambassadeur a indiqué qu'elles sont « très productives et mutuellement bénéfiques ».

« Il y a malheureusement beaucoup de conflits dans la région. Le Congo s'est avéré être un îlot de stabilité. C'est important et cela signifie que

le peuple congolais et le président Denis Sassou N'Guesso sont les mieux placés pour promouvoir la stabilité dans d'autres pays de la région. Les Etats-Unis et le Congo ont travaillé main dans la main pour promouvoir un processus électoral pacifique en RDC en 2018 », a-t-il rappelé.

L'ambassadeur américain a, par ailleurs, exprimé sa reconnaissance au gouvernement congolais pour sa volonté de soutenir les efforts visant à protéger les ressortissants américains vivant en République démocratique du Congo (RDC). Actuellement, les deux pays travaillent sur la situation en République centrafricaine. « Nous saluons les efforts du Congo en Libye et ailleurs. Le président Sassou N'Guesso a été une force de stabilisation à travers le continent. Car le Congo, lui-même, est en paix et sert de refuge à ceux qui fuient le conflit. J'aime toujours faire remarquer à mes collègues, à Washington, que le Congo est un pays qui accueille des réfugiés, pas un pays qui les produit », a déclaré le Todd Haskell.

Il estime, en outre, que « la clé d'une plus grande prospérité au Congo et dans la région est la diversification de l'économie et des investissements étrangers et du commerce. Un point de vue partagé par nos deux pays ».

Le diplomate américain garde aussi de bons souvenirs du Congo à travers de nombreux déplacements effectués à l'intérieur du pays, notamment dans les départements du Pool et de la Bouenza, dans le cadre des actions humanitaires, mais également pour le retour de la paix et la réconciliation.

Sur le respect des droits de



Todd Haskell

l'homme, les Etats-Unis se sont félicités de la bonne collaboration avec les autorités congolaises dans la lutte contre la traite des personnes au Congo, ainsi que l'adoption, par le gouvernement Congolais, de la loi anti-traite. « Nous saluons la récente condamnation des trafiquants par le gouvernement, ainsi que les efforts déployés par lui pour collaborer avec succès avec ses collègues au Bénin afin d'assurer le retour, en toute sécurité, des huit victimes. Chaque enfant devrait avoir la possibilité de grandir sans être exploité », a-t-il déclaré.

Booster les échanges commerciaux Etats-Unis/Congo...

Parlant des échanges commerciaux entre les Etats-Unis et le

Congo, l'ambassadeur a noté « une forte présence américaine » au Congo, dans l'industrie pétrolière, la production de farine, l'exploitation d'hôtels et de magasins de détails.

« Les entreprises emploient des milliers de Congolais et transmettent les idéaux américains de faire des affaires : le travail acharné, l'honnêteté et la dignité du travail. Nous espérons que dans un proche avenir, avec l'adoption de la stratégie nationale Agoa, nous verrons plus d'entrepreneurs congolais exporter leurs produits vers nos marchés », a souhaité Todd Haskell.

Sur la mise en œuvre du programme Agoa, il a relevé la nécessité de l'adoption finale de la stratégie nationale et « sa mise en œuvre intégrale avec le soutien du gouvernement ». « C'est une étape vraiment

importante et je suis convaincu que l'Agoa jouera de plus en plus un rôle important dans le développement et la diversification de l'économie au Congo », a-t-il indiqué.

Promulguée en 2000 et prorogée jusqu'en 2025, l'Agoa est une loi permettant aux entreprises, hommes et femmes d'affaires de plus de quarante pays d'Afrique subsaharienne, d'importer plus de six mille cinq-cents types de produits différents aux Etats-Unis sans payer les frais de douane.

La coopération militaire entre les Etats-Unis et le Congo, s'est focalisée sur « le développement professionnel, le respect des droits de l'homme et la participation à des exercices régionaux », a expliqué l'ambassadeur.

« J'espère que les forces militaires au Congo continueront de participer activement aux exercices de coopération dans le golfe de Guinée pour réprimer la pêche illégale et le vol de pétrole. Le Congo est une source de stabilité dans la région et cela est en grande partie due aux forces de sécurité. Nous espérons que la coopération entre les forces de défense de nos deux pays continuera à se développer », a-t-il précisé.

Dans le domaine de l'éducation, les Etats-Unis prévoient le redémarrage des programmes d'échange au Congo sous peu. Entre temps, la section Affaires publiques continue d'offrir des cours d'anglais virtuels chaque semaine via la page Facebook, jusqu'à l'ouverture de la bibliothèque.

« Nous encourageons tout le monde à profiter de ces opportunités virtuelles pour poursuivre leur apprentissage en anglaise », a indiqué, l'ambassadeur Todd Haskell.

Yvette Reine Nzaba

AVIS DE DECES DE SA MAJESTE ROI MOE MAKOSSO IV DE LOANGO



La Cour Royale a le regret d'annoncer aux différents clans, tribus, ethnies du Loango, frère amis et connaissance, du Royaume Téké, de la République du Congo, du conseil Consultatif des sages et des Notabilités Traditionnelles, du Gabon, de l'Angola, du Cameroun, de Bénin, de la République Démocratique du Congo, le décès du Roi Moe Makosso IV, survenu le 23 décembre à Rabat au Maroc.

Noblesse oblige.

Le programme des obsèques fera l'objet d'un communiqué ultérieur.

Le Gouverneur du Royaume chargé des relations avec les autres Royaumes et les institutions nationales et internationales

Laurent Costode Makosso

NÉCROLOGIE



Lendingoud Pascale Sylvanie Stagiaire aux Dépêches de Brazzaville, la famille Kassini, les familles Ngobo et Mbama ont le regret d'annoncer aux ressortissants des villages Lekety, Okoyo, du district de Lekana ainsi que les parents amis et connaissances le décès de leur père, oncle, beau-père, fils, M. Kassini René Wilfrid, ex agent BIDC et CCA et distingué conseiller du département des Plateaux, membre du Parti congolais du travail, survenu le 8 janvier 2021 à l'hôpital militaire dès suite d'une courte maladie. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

SAHEL

La BAD déploie le projet « Desert to power »

L'initiative vise à produire dix gigawatts d'énergie afin de fournir de l'électricité à 250 millions de personnes d'ici à 2025, dont au moins 90 millions qui seront connectées au réseau électrique pour la première fois.

Responsable des partenaires financiers du complexe de Noor Ouarzazate, la plus grande centrale solaire du monde qui s'étend sur 3000 hectares dans le désert marocain (capacité de 580 mégawatts), la Banque africaine de développement (BAD) déploie, dans le Sahel, un deuxième projet électrique géant appelé « Desert to Power » (D2P). À terme, ce projet fera du Sahel l'une des plus grandes zones de production d'énergie solaire au monde.

Outre les systèmes solaires photovoltaïques domestiques individuels, D2P permettra de déployer des mini-réseaux photovoltaïques et des centrales de production d'électricité captive à

usage commercial et industriel. Il est également prévu de produire de l'électricité en synergies avec les programmes agricoles et hydrauliques.

L'initiative a reçu l'approbation des chefs d'État et de gouvernement du G5 Sahel, en septembre 2019, à Ouagadougou. «Desert to Power» couvre onze pays allant du Sénégal (ouest), à Djibouti(est) et touche, outre les cinq pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Nigeria, le Sénégal et le Soudan. Selon l'indice de vulnérabilité au changement climatique 2017, les projections estiment que la menace du changement climatique

entraînera une perte annuelle équivalente de 2 à 4% du PIB dans la région du Sahel d'ici à 2040. Au cours de ces dernières années, les ressources de la Banque allouées au financement de l'adaptation au changement et à la résilience climatiques ont quintuplé, passant de 338 millions de dollars américains, en 2016, à deux milliards de dollars en 2019.

L'engagement de la Banque dans le secteur des énergies renouvelables a permis de fédérer d'importants partenaires en faveur de D2P. Ainsi, la Banque européenne d'investissement, l'Agence française de développement, l'Agence internationale pour les énergies renouvelables

(Irena), Power Africa (des États-Unis), Africa50 et le Fonds vert pour le climat se sont déjà engagés dans le financement et l'accompagnement de l'initiative. L'appui technique de la Banque dans le renforcement de la capacité institutionnelle nécessaire pour la gestion de la production et la distribution d'énergie solaire a également permis l'ouverture des projets au secteur privé, un important levier pour accélérer le déploiement des projets.

En décembre dernier, la BAD a consacré la 4e édition de l'Africa Energy Market Place aux pays du G5 Sahel dans le cadre de l'Initiative D2P. Au cours de cette rencontre, ces pays ont présenté leurs feuilles de route respectives aux partenaires techniques et financiers.

Outre une résilience accrue, face au changement climatique, l'initiative D2P, permettra un meilleur taux d'accès à l'électricité dans la région et stimulera le développement économique et social et des innovations dans le domaine de la santé, les pays du Sahel à faible revenu.

Le déficit en infrastructures énergétiques est considéré comme l'un des principaux obstacles au développement et au progrès en Afrique. L'initiative D2P permettra aussi de stimuler la réalisation d'au moins quatre des cinq piliers stratégiques « High 5 » de la Banque : « Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie », « Industrialiser l'Afrique », « Intégrer l'Afrique » et « Améliorer la qualité de vie des populations en Afrique ».

Josiane Mambou Loukoula

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE
UNIE NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT DE L'ASSISTANT DE SAUVEGARDES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES N°002C/PDAC/2021

1. La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque Mondiale, ont signé, le 20 septembre 2017, un Accord de Financement d'un montant de 100 millions de dollars US, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Ce projet a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale le 13 juillet 2017 et est entré en vigueur le 30 avril 2018. Une partie des fonds du projet est réservée au paiement des prestations de Responsable de sauvegardes environnementales et sociales.

2. Les personnes éligibles sont invitées à présenter leur dossier de candidature et remplir les critères ci-après :
- diplôme universitaire (Bac + 4) au moins ou équivalent;
- expérience professionnelle d'au moins trois (3) ans dans le domaine environnemental et/ou social;
- aptitudes dans la résolution des questions environnementales suscitées par les différentes activités du projet;
- connaissance de l'outil informatique et des logiciels usuels (Word, Excel, PowerPoint, Internet; etc.);
- bonne expression orale et écrite du français;
- capacité de travailler sous pression et dans un environnement multicultu-

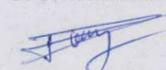
rel;
- maîtrise des langues nationales serait un atout.

3. Le dossier de candidature devra comporter :
- un curriculum vitae ;
- une copie du diplôme ;
- des attestations, certificats ou copies des contrats de travail des précédentes prestations.

Le candidat sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque mondiale « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale de janvier 2011 révisées en juillet 2014 ».
4. Les termes de référence détaillés peuvent être consultés et les dossiers de candidature peuvent être déposés au plus tard, le lundi 8 février 2021, à l'Unité Nationale de Coordination du Projet, sise Boulevard Denis Sassou-Nguesso, Mpila/Brazzaville - République du Congo, Tél : (242) 06 858 88 88 ; E-mail : pdacmaep@gmail.com, les jours ouvrables, de 8 heures à 14 heures 30.

Fait à Brazzaville, le 8 janvier 2021

Le Coordonnateur National


Isidore ONDOKI



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE
UNIE NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT DE L'ASSISTANT DE SAUVEGARDES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES N°002C/PDAC/2021

1. La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque Mondiale, ont signé, le 20 septembre 2017, un Accord de Financement d'un montant de 100 millions de dollars US, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Ce projet a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale le 13 juillet 2017 et est entré en vigueur le 30 avril 2018. Une partie des fonds du projet est réservée au paiement des prestations de l'assistant de sauvegardes environnementales et sociales.

2. Les personnes éligibles sont invitées à présenter leur dossier de candidature et remplir les critères ci-après :
- diplôme universitaire (Bac + 3) au moins ou équivalent;
- expérience professionnelle d'au moins deux (2) ans dans le domaine environnemental et/ou social;
- aptitudes dans la résolution des questions environnementales suscitées par les différentes activités du projet;
- connaissance de l'outil informatique et des logiciels usuels (Word, Excel, PowerPoint, Internet; etc.);
- bonne expression orale et écrite du français;
- capacité de travailler sous pression et dans un environnement multicultu-

rel;
- maîtrise des langues nationales serait un atout.

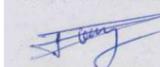
3. Le dossier de candidature devra comporter :
- un curriculum vitae ;
- une copie du diplôme ;
- des attestations, certificats ou copies des contrats de travail des précédentes prestations.

Le candidat sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque mondiale « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale de janvier 2011 révisées en juillet 2014 ».

4. Les termes de référence détaillés peuvent être consultés et les dossiers de candidature peuvent être déposés au plus tard, le lundi 8 février 2021, à l'Unité Nationale de Coordination du Projet, sise Boulevard Denis Sassou-Nguesso, Mpila/Brazzaville - République du Congo, Tél : (242) 06 858 88 88 ; E-mail : pdacmaep@gmail.com, les jours ouvrables, de 8 heures à 14 heures 30.

Fait à Brazzaville, le 8 janvier 2021

Le Coordonnateur National


Isidore ONDOKI



SEMINAIRES DE FORMATION PREMIER TRIMESTRE 2021

Le cabinet ECIFORM organise des séminaires de formation à partir du **25 janvier** jusqu'au **02 Avril 2021** à Brazzaville et Pointe Noire au profit des entreprises et administrations dans les domaines suivants :

- Secrétariat et assistantat de direction / archivage et classement / Fiscalité / finances / comptabilité ...
- métiers de la banque / Passation des marchés / gestion de projet / suivi-évaluation / GAR/ Contrôle de gestion...
- Informatique et bureautique / bases de données / Gestion des Ressources Humaines / Management
- Gestion commerciale / Marketing/ Gestion de stocks et des approvisionnements / Finances publiques/Audit...

Veillez Nous contacter pour plus d'infos / Tél : 00242 06 621 49 60 - Email : contact@eciform-services.net

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Baisse de 3% des dépôts de brevets dans le monde

Les dépôts de marques, dessins et modèles industriels ont augmenté en 2019, alors même que le nombre de demandes de brevets dans le monde a reculé face à la baisse de la demande en Chine, grande puissance, en matière de propriété intellectuelle, selon le dernier rapport de l'OMPI.

« Les chiffres de 2019, précédant la pandémie de Covid-19 soulignent la croissance soutenue de la demande d'instruments de propriété intellectuelle qui stimulent une économie de plus en plus mondialisée et numérique », a déclaré le directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Daren Tang. Les données portent sur 150 pays. Pour la première fois en dix ans, les demandes de brevets ont reculé en 2019 dans le monde, de 3% à environ 3,23 millions. Ce qui s'explique par le recul du nombre de demandes déposées par les résidents chinois.

La Chine, pays le plus innovant avec les brevets, marques et dessins

Si la crise a laissé des traces sur le recours à l'innovation, la situation serait « un peu plus optimiste », a indiqué l'OMPI. « L'utilisation soutenue des instruments de propriété intellectuelle révèle des niveaux élevés d'innovation et de créativité à la fin de 2019, tout au début de la pandémie de Covid-19 », a déclaré Daren Tang. « La pandémie a accéléré les tendances observées de longue date, en favorisant l'adoption de nouvelles technologies et en accélérant la numérisation de la vie quotidienne. Du fait de ses liens si

étroits avec la technologie, l'innovation et la numérisation, la propriété intellectuelle deviendra encore plus importante pour un plus grand nombre de pays dans le monde post-Covid-19 », a-t-il fait valoir.

Malgré un recul de plus de 9%, le premier depuis plus de 20 ans, la Chine reste la plus innovante, avec 1,4 million de demandes de brevets. Il s'agit de plus de deux fois la quantité reçue par les autorités dans le deuxième pays le plus actif, notamment les États-Unis (621.453). Le Japon (307.969) est à la troisième place suivie de la Corée du Sud (218 975) et l'Office européen des brevets (181 479). Ensemble, ces cinq offices représentaient environ 85 % du total mondial et, comme en 2018, l'Asie a alimenté deux tiers des demandes.

15% de hausse des dépôts de marques dans le monde

Les brevets dans le monde ont augmenté de 7% pour atteindre 15 millions en 2019. Le nombre le plus élevé de brevets a été enregistré aux États-Unis (3,1 millions), suivis de la Chine (2,7 millions) et du Japon (2,1 millions). Plus de la moitié de tous les brevets aux États-Unis proviennent de l'étranger, alors que les déposants

nationaux représentaient environ 4/5 de l'ensemble des brevets au Japon.

Côté marques, le nombre de demandes de 6% à 11,5 millions couvrant plus de 15 millions de composantes. La Chine arrive aussi devant, avec 7,8 millions de composantes et a le plus contribué à l'augmentation des dépôts avec de grands pays à revenu intermédiaire. Suivent les États-Unis (672.681), le Japon (546.244), l'Iran (454.925) et l'UE (407 712). Dans le domaine des marques aussi, l'Asie a représenté plus de 70% des dépôts en 2019, contre 38% en 2009. Au total, l'OMPI signale plus de 58 millions en 2019, soit une hausse de 15% par rapport à 2018, avec 25,2 millions en Chine seule, suivis de 2,8 millions (États-Unis) et de 2 millions (Inde).

Plus de 67 milliards de dollars de recettes générées par l'édition

S'agissant des dessins et modèles industriels, 1,04 million de demandes de dessins et modèles industriels, contenant 1,36 million de dessins et modèles, a été déposé dans le monde en 2019, soit une augmentation annuelle de 1,3%. Là aussi, la Chine est en tête (711.617 dessins ou modèles), soit plus de la moitié

du total mondial. Le nombre total de dessins et modèles industriels dans le monde a augmenté de 7,3% pour atteindre environ 4,1 millions. Le plus grand nombre était en Chine (1,8 million), suivie de la Corée du Sud (358 803), des États-Unis (357 959) et du Japon (261 669).

Pour le secteur de l'édition, les États-Unis (23,5 milliards de dollars) ont eu des recettes les plus élevées. Suivent le Japon (16,1 milliards de dollars), la Corée du Sud (6,2 milliards de dollars) et l'Allemagne (5,6 milliards de dollars). Avec 5,4 milliards de dollars de recettes, le Royaume-Uni complète la liste des cinq premiers. Dans ce pays, les ventes en ligne ont généré plus de la moitié des recettes totales du secteur commercial. Au total, les recettes générées par les secteurs de l'édition commerciale et scolaire de 21 pays s'élevaient à 67,3 milliards de dollars en 2019.

L'Afrique et la propriété intellectuelle

L'Afrique est forte d'une longue tradition d'innovation et de créativité et jouit de ressources extraordinaires dans le domaine. Mais elle a eu du mal à réaliser pleinement ce potentiel économique. La situation est en

train de changer. Les économies africaines cherchent à apporter une valeur ajoutée à leurs ressources en matière d'innovation et de création, faisant appel au système de la propriété intellectuelle. Mais elles sont confrontées à des priorités concurrentes et pressantes en matière de politiques générales, l'innovation et la propriété intellectuelle progressent lentement mais sûrement.

La Zone de libre-échange continentale africaine, qui représente un marché de 1,2 milliard de personnes et un PIB combiné de 3400 milliards de dollars, est en passe de devenir l'une des plus grandes zones de libre-échange du monde. Le protocole sur la propriété intellectuelle encourage la coopération dans tous les domaines de la propriété intellectuelle et reconnaît le rôle des instances régionales chargées de la réglementation de la propriété intellectuelle, telles que l'Aripi et l'OAPI. Il s'appuie sur les cadres existants tout en respectant les obligations découlant des traités internationaux de propriété intellectuelle, qui reste le meilleur moyen pour protéger l'avantage concurrentiel découlant de certaines innovations, de la technologie et le moyen d'asseoir une réputation sur les marchés à l'échelle nationale, régionale et internationale.

Noël Ndong

BAD

Serge N'Guessan directeur général de la région Afrique centrale

Le groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a récemment procédé à la nomination des directeurs généraux et adjoints dans ses bureaux régionaux. Parmi ceux-ci figure le canadien Serge N'Guessan qui assurera l'efficacité opérationnelle, l'efficience et la santé générale du portefeuille de l'institution financière dans toute la région d'Afrique centrale.

Le nouveau promu s'est dit heureux de pouvoir diriger les équipes et les activités de la BAD en Afrique centrale, notamment au Congo, au Cameroun, au Gabon, en Guinée équatoriale, en République Centrafricaine et en République démocratique du Congo. Ce, en vue d'accélérer la mise en œuvre des « High 5 » et de la vision du président de la BAD réitérée pour son second mandat, à savoir transformer la vie des populations de cette région de manière positive et durable pour le développement de l'Afrique. Serge N'guessan jouera ainsi un rôle de premier plan dans le développement des entreprises et des investissements régionaux en stimulant la mobilisation des ressources dans les pays relevant de sa compétence et en renforçant de manière significative les activités de la Banque.

Pour Akinwumi Adesina, président de la BAD, Serge N'Guessan est un professionnel chevronné avec un solide parcours. Son expérience pratique et sa capacité à fournir des résultats seront un atout pour soutenir la transformation et l'intégration dans la région. Doté de plus de trente ans d'expérience dans le développement international et la gestion du portefeuille, il a occupé pendant près de dix ans des fonctions de représentation importantes au sein de la BAD. Au cours des dix dernières années, Serge N'Guessan a contribué à améliorer le dialogue politique, les réformes socio-économiques, la mobilisation des ressources et la capacité de cofinancement ainsi que la coordination et l'efficacité de l'aide en renforçant la collaboration entre la BAD, ses partenaires techniques et financiers et le secteur privé. Titulaire d'un doctorat en aménagement du territoire et en urbanisme de l'université de Montréal (Canada), d'un master en architecture de l'université du Colorado (Denver, États-Unis), ainsi que d'un diplôme d'ingénieur de génie civil de l'École nationale supérieure des travaux publics de Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), Serge N'guessan a rejoint la BAD en 2000.

Gloria Imelda Lossele



Serge N'Guessan/DR

CENTRAFRIQUE

Mission de survol du pays par deux avions de chasse français

Deux avions de chasse français ont effectué une nouvelle mission de survol de l'espace aérien centrafricain, en proie à des violences politiques, après des attaques dans la ville de Bouar et Grimari.

Après un premier survol le 23 décembre 2020, deux avions de chasse français ont effectué une seconde mission de l'espace aérien centrafricain le 9 janvier, a annoncé un communiqué de l'Elysée. Cette mission survient après des attaques des insurgés à Bouar et à Grimari. « *A la demande du président Touadéra, en accord avec la Minusca [Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour stabilisation en République centrafricaine], le président de la République, Emmanuel Macron, a ordonné la réalisation d'une seconde mission de survol du territoire centrafricain par des avions de chasse* », a annoncé l'Elysée. Celle-ci « *marque la solidarité de la France avec le peuple centrafricain et sa condamnation de la poursuite des tentatives de déstabiliser le pays menées par des groupes armés* », indique le communiqué. C'est la énième fois que la Centrafrique

est au centre des turbulences politiques causées par ses propres fils. La dernière élection présidentielle a été marquée par des offensives de groupes rebelles, visant à perturber le scrutin après le rejet de la candidature de l'ancien président François Bozizé, renversé en 2013.

Alors le président sortant, Faustin Archange Touadéra, a été fraîchement déclaré réélu, au premier tour, avec 54% de suffrages, à l'issue de la présidentielle du 27 décembre 2020, d'après les résultats de la commission électorale centrafricaine, des rebelles mécontents ont attaqué la ville de Bouar et de Grimari. La France a dépêché deux avions de chasse pour « une mission de survol ». Certains perturbateurs ayant échoué dans leur stratégie visant à empêcher le vote dans certaines villes après des attaques et la destruction de matériel électoral ont échoué dans leur mission de déstabilisation. Le président français vient de « *réitérer sa ferme condamnation des tentatives des groupes armés et de certains leaders politiques, dont François Bozizé, de saper les accords de paix et le processus électoral constitutionnel soutenus par la communauté*

internationale », poursuit le communiqué de l'Elysée.

A l'annonce de la victoire de Faustin Archange Touadéra, le 9 janvier, des éléments armés se sont attaqués aux positions des Forces armées centrafricaines (Faca) à Bouar, une ville qui abrite le QG de l'armée, a indiqué le lieutenant-colonel Abdoulaziz Fall, porte-parole de la Minusca, obligeant l'appui des casques bleus. Des éléments armés s'en sont pris à la base des Faca et de la Minusca. Deux hélicoptères d'attaque de la Minusca ont été engagés mettant fin aux combats quelques heures après. La ville de Bouar occupe une place stratégique dans le ravitaillement de Bangui à partir du Cameroun. Le président centrafricain et son homologue français ont renouvelé leur soutien aux éléments de mission des Nations unies, la Minusca, en charge de protéger des civils, et de ramener la paix et la stabilité en Centrafrique. La France compte trois cents soldats dans le pays. Ils sont chargés, entre autres, des actions de formation des Faca et d'assurer un appui à la Minusca, forte de 11500 hommes.

Noël Ndong

BURKINA FASO

Formation d'un nouveau gouvernement

Le Premier ministre du Burkina Faso Christophe Joseph Marie Dabiré a formé dimanche un gouvernement de 33 ministres, avec l'entrée de l'ancien chef de file de l'opposition Zéphirin Diabré comme ministre en charge de la Réconciliation nationale, selon un décret lu à la télévision publique par le secrétaire général du gouvernement Stéphane Sanou.

Zéphirin Diabré, chef de file de l'opposition lors du premier mandat du président Roch Marc Christian Kaboré occupe dans ce gouvernement le rang de ministre d'Etat chargé de la Réconciliation nationale et de la cohésion sociale.

La grande majorité des mi-

nistres de l'ancien gouvernement ont conservé leur poste, à l'instar de Moumina Chériff Sy à la Défense, Ouséni Compaoré à la Sécurité, Alpha Barry aux Affaires étrangères, Stanislas Ouaro à l'Education et Harouna Kaboré au Commerce.

Le ministère de l'Energie a

été fusionné avec le département des Mines et confié à l'ancien ministre de l'Energie Bachir Ouédraogo.

On note de nouveaux entrants comme le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement Ousséni Tamboura, la ministre de la Justice Victoria Ouédraogo/Kibora et le ministre de l'Urbanisme Bénéwendé Stanislas Sankara.

Sur les 33 membres du gouvernement, on compte 7 ministres délégués et un ministre auprès de la présidence.

plusieurs avertissements de la part des agents de la circulation», a-t-elle précisé, soulignant qu'il était détenu au poste de police du district central de Mpigi en attendant la fin des enquêtes. M. Amuriat et le président sortant Yoweri Museveni sont en tête des sondages parmi les onze candidats en lice pour la présidence ougandaise.

Xinhua

OUGANDA

Un candidat de l'opposition à la présidence arrêté pour infraction au code de la route

Un candidat de l'opposition à la présidence ougandaise a été arrêté dimanche pour une infraction routière, a annoncé la police.

Patrick Oboi Amuriat, candidat du Forum pour le changement démocratique, a été arrêté alors qu'il faisait campagne dans le centre de l'Ouganda avant les élections générales du 14 janvier. Lydia Tumushabe, porte-parole

de la police de la région de Katonga, a déclaré dans un communiqué que M. Amuriat avait été arrêté pour avoir consenti à être transporté dangereusement sur le toit d'un véhicule, mettant ainsi sa vie en danger. « *Son arrestation est intervenue après*

AFRIQUE

Une nouvelle technologie pour protéger les forêts

Grâce au programme Global forest watch, mis au point par l'Université du Maryland, en Afrique, la déforestation a reculé de près de 20% en trois ans.

Depuis trois ans, le couvert forestier africain se porte mieux. La déforestation ne cesse de reculer dans les sept pays qui ont adopté le système de surveillance satellitaire Global forest analysis and Discovery (Glad), en 2017. Depuis, au Gabon, Cameroun, Congo ou encore en RDC, dès qu'une parcelle de forêt se trouve menacée, les abonnés reçoivent une alerte e-mail.

Incendie, exploitation forestière illégale, déboisement non autorisé sont immédiatement repérés par des satellites qui scrutent chaque parcelle de 1000 m² de forêt.

Le laboratoire, initiateur de cette technologie, appartient au Département des sciences géographiques de l'Université du Maryland qui regroupe 17 chercheurs et 9 doctorants. Accueillant des stagiaires du monde entier, il utilise les images haute résolution des satellites Landsat 7 et 8 de la Nasa.

Selon une étude récente de Nature climate change, si ce système est disponible pour tous les pays forestiers de la planète, c'est en Afrique qu'il a pu déployer toute son efficacité. En Asie et en Amérique du Sud, les autorités et la société civile n'ont pas été aussi réactives et efficaces que les Africains.

« *Les gouvernements du Cameroun, du Congo et de la République démocratique du Congo ont tous officiellement adopté ces données (...). Dans ces mêmes pays, entre autres, les groupes de la société civile les utilisent pour responsabiliser les bûcherons, garantissant que les lois du gouvernement sont mieux appliquées* », explique le World resources institute au journal «Le Parisien».

Josiane Mambou Loukoula

MALI

Les experts de la CEDEAO en visite à Bamako

Une délégation d'experts de la CEDEAO conduite par l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan séjourne depuis le week-end dernier dans la ville de Bamako où elle fera le point du processus de transition avec les autorités maliennes.

Cette mission qui durera deux jours permettra à cette délégation d'échanger avec les autorités maliennes sur la situation politique. Parmi les points focaux qui doivent participer aux échanges se trouvent, les acteurs chargés de l'organisation des élections présidentielle et législatives sans oublier les autorités en charge du suivi du processus de transition, ainsi que les représentants des formations politiques.

Selon le communiqué de la CEDEAO, cette mission intervient peu après les cent jours de la prestation de serment du président et vice-président de transition au Mali.

« *Les experts de la CEDEAO s'intéresseront durant leurs débats, plus à la situation politique locale. D'autant plus, la charte officielle liée*

à l'apaisement de la situation du pays précise que la junte malienne est dissoute après l'installation des institutions de la transition. Certes, tous les organes sont désormais opérationnels, mais les militaires restent très présents sur le terrain et dans les bureaux. Deux des organes de la transition, notamment la vice-présidence et le Conseil national de la transition qui joue un rôle législatif sont dirigés par les deux principaux auteurs du coup d'Etat du 18 août dernier. Au sein de la classe politique malienne, ils ont leurs partisans, mais également des adversaires qui évoquent l'idée d'une transition militaire déguisée », précise le communiqué.

Rock Ngassakys

SANZAS 2020

La 18^e édition prime huit artistes

La 18^e cérémonie des « Sanzas », le trophée des créateurs, s'est tenue le 9 janvier à l'école de peinture de Poto-Poto, dans le quatrième arrondissement de Brazzaville en présence des acteurs et promoteurs culturels ainsi que de quelques autorités. Au total, huit artistes ont été récompensés pour leurs œuvres dans les secteurs de la mode, peinture, sculpture, musique, littérature, le théâtre et cinéma.

Portés par le groupe Germain Pella Yombo (GPY), depuis 2003, les « Sanzas », le trophée des créateurs est un prix qui fait à la fois honneur et reconnaissance aux créateurs, promoteurs et mécènes congolais dans diverses catégories de l'art et de la culture au Congo. « Chers artistes, malgré la fulgurance de la Covid-19, que du bonheur pour le groupe GPY de toujours faire votre actualité et vous honorer. Dommage que depuis plusieurs mois, le monde est dominé par le coronavirus qui cloue le secteur des arts et des lettres dans le stand-by. Abnégation et pugnacité obligent, l'art doit continuer et doit être célébré », a déclaré Germain Yombo, promoteur de l'événement et du GPY.

Ainsi, dans la catégorie mode, le mérite est revenu à Queen Tawa, de son vrai nom Tchianna

Tchicou-Pembey. Fille des musiciens Charles Tchicou et Pembey Sheiro, la styliste et chanteuse congolaise conjugue l'extravagance à travers ses créations afro-futuristes. « C'est un honneur pour moi de recevoir une fois de plus ce trophée. Merci beaucoup pour la reconnaissance et avec ces temps difficiles dus au coronavirus, on espère vraiment que 2021 sera nettement mieux », a-t-elle confié.

Le prix du théâtre, quant à lui, a été décerné à Jules Ferry Mousso, comédien et conteur professionnel qui fait la fierté du Congo sur le plan national et international, depuis plusieurs années.

Dans la catégorie « cinéma », le prix a été attribué au communicateur, bédéiste et scénariste, Valery Badika Nzila. Président de l'espace de réflexion pour la création artistique et auteur de



Jules Ferry Mousso, recevant son trophée/DR

« La perle de Kitoko ville », qu'il dessine et publie en autoédition, le récipiendaire s'est dit réconforté par ce prix car pour lui, cela prouve à suffisance que les œuvres des artistes ne passent pas inaperçues.

Pour la peinture, la distinction a gratifié Boboma Mionzo qui a souligné que « ce prix est certes le premier pour moi, mais il ne sera pas le dernier ». Et en sculpture, les Sanzas ont primé Rémy Mongo Etsion, pour son travail fascinant sur le bois, la pierre, le bronze, le verre et les métaux. « Ce trophée, je le dédie à ceux

qui étaient sur le même plateau, il y a quelques années. De ce fait, il est relevé que: la sculpture au Congo est dans un état comateux, car elle ne vit pratiquement plus. Après la fuite des cerveaux et mains habiles, il pourrait malheureusement y avoir la fuite du beau, de l'essentiel, de l'âme et de l'esprit. Elle pourrait, à la longue, devenir un métier orphelin », a-t-il déploré.

Lors de cette cérémonie, Davy Kassa, responsable de l'orchestre Kingoli universel, a remporté le prix dans la catégorie « Musique ». Meilleur artiste de l'an-

née, lors des Sanzas 2019, il a été révélé au grand public par son opus « Combat spirituel ».

Pour lui, recevoir ce prix est une pure joie dont le mérite revient essentiellement aux mélomanes. Et un Prix spécial jury est revenu à l'Union des musiciens congolais(UMC), que dirige l'artiste Pape God, depuis plusieurs années. Organisation non gouvernementale à caractère culturelle et à but non lucratif, l'UMC milite pour la protection des intérêts moraux et matériels ainsi que les droits des musiciens congolais.

Notons que le mérite de la littérature a été consacré aux Editions Hemar, qui depuis près d'une trentaine d'années, contribuent à renforcer l'édition en Afrique centrale et consacrer la littérature sur les deux rives du fleuve Congo à différentes collections. « Il n'y a pas plus belle reconnaissance que celle qui vient des siens. Merci, pour la distinction octroyée aux éditions Hemar; une équipe polyvalente, dynamique et professionnelle », a déclaré son directeur, le Pr Mukala Kadima-Nzui.

Merveille Atipo

INITIATIVE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE

La Bad s'engage à mobiliser 6,5 milliards de dollars

La Grande muraille verte située dans la région du Sahel a reçu, le 11 janvier, un appui majeur de la Banque africaine de développement (BAD) qui s'est engagée à mobiliser jusqu'à 6,5 milliards de dollars américains sur cinq ans, pour faire progresser ladite initiative historique. La rencontre virtuelle a été co-présidée par le président français Emmanuel Macron et Son Altesse Royale le Prince de Galles.

Selon le communiqué publié par la BAD, ces ressources permettront la mise en œuvre d'une série de programmes de soutien à la Grande muraille verte tout en s'appuyant sur des sources de financement internes et externes notamment le Fonds des énergies durables pour l'Afrique (Sefa), le Fonds vert pour le climat (FVC) et le Fonds pour l'environnement mondial (Fem).

A cet effet, des partenaires multilatéraux de développement se sont joints à la banque. Ce, en vue d'aider à mobiliser un financement en faveur de cette initiative promue par l'Afrique. L'initiative vise à restaurer les paysages désertiques actuels de l'Afrique, en assurant la sécurité alimentaire, en créant des emplois et en incitant des millions d'Africains, du Sénégal à Djibouti, à rester dans la région du Sahel. « Au moment où nous remontons la pente face au coronavirus et à ses répercussions sur notre monde, nous devons réajuster notre modèle de croissance. Nous devons prioriser la croissance qui

protège l'environnement et la biodiversité, et cesser de privilégier celle qui compromet notre bien commun », a déclaré Akinwumi Adesina, président de la BAD.

Pour lui, la Grande muraille verte fait partie du système de défense de l'environnement en Afrique et est un bouclier contre les assauts de la désertification et de la dégradation de l'environnement. « L'avenir de la région du Sahel en Afrique dépend de la Grande muraille verte. Sans elle, le Sahel risque de disparaître sous l'effet du changement climatique et de la désertification », a-t-il laissé entendre. Au cours de cette rencontre virtuelle, le président de l'institution financière a signifié que le plan de la Grande muraille verte consiste à planter une mosaïque d'arbres, de prairies, de végétation et de plantes sur 8 000 kilomètres de long et 15 kilomètres de large à travers le Sahara et le Sahel en vue de restaurer les terres dégradées et d'aider les habitants de la région à produire une nourriture adéquate, à créer des emplois

et à promouvoir la paix.

« La Grande muraille verte est un mur qui vaut la peine d'être construit. Un mur qui rassemble les populations, et non un mur qui les sépare. Un mur qui met à l'abri, et non un mur qui isole. Un mur qui protège notre existence collective. Un mur pour l'environnement, pour la planète », a lancé Akinwumi Adesina.

Nommé comme Champion de la Grande muraille verte, le président de la BAD a été reconnu pour son engagement dans la lutte contre le changement climatique en Afrique. Cette distinction lui permettra de jouer un rôle important dans la mobilisation du soutien politique et économique en faveur de l'initiative.

Notons que d'autres engagements ont été pris au cours du forum parmi lesquels un milliard d'euros de la Banque européenne d'investissement pour un nouvel appui financier et technique à l'agriculture durable, au financement de l'énergie propre, à l'eau, aux infrastructures et au secteur privé dans 11 pays du Sahel, et 600 millions d'euros de l'Agence française de développement (AFD). Ledit forum s'est tenu en marge du « One Planet Summit ».

Gloria Imelda Lossele

AFRIQUE CENTRALE

Des infrastructures de transport pour favoriser l'accès de la sous-région au marché africain

La 13^e édition du Forum africain des infrastructures de transport (FAI 2021) se tiendra à Yaoundé, au Cameroun, les 8 et 9 avril 2021. La rencontre va donner lieu à un débat de fonds sur les besoins infrastructurels de la sous-région, les modèles de développement et le mode de financement.

Une seconde édition en Afrique centrale après celle de Brazzaville en janvier 2020, le prochain forum entend accompagner le développement des infrastructures de transport dans l'espace communautaire, en lien avec l'accord de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) qui vient d'entrer officiellement en vigueur ce mois de janvier.

Le FAI 2021 qui va réunir des décideurs, des partenaires publics et privés (PPP), se déroulera sous un format hybride : présentiel et virtuel. Les organisateurs rassurent la présence maximale de 250 personnes à Yaoundé, respectant avec rigueur les mesures sanitaires recommandées par l'OMS et en retransmission virtuelle donnant l'opportunité à des milliers de participants à travers le monde de suivre en direct cette édition et d'interagir avec les

participants et les intervenants. Il faut admettre qu'en matière d'infrastructures de transport le continent a des défis considérables à relever et le fossé ne cesse de grandir entre les visions ambitieuses des États et leurs capacités de les mettre en œuvre. L'Afrique devra donc repenser les modèles de développement existants afin de faire face aux capacités infrastructurelles limitées.

Les participants à ce rendez-vous continental évoqueront la nécessité de changer de paradigme ; l'épineuse question du financement et la notion de risque ; le rôle central de l'innovation et de la digitalisation et les défis de réhabilitation, de mise à niveau et d'entretien ; l'importance des modèles PPP.

« L'Afrique centrale : les infrastructures de transport, entre vision et action », c'est le thème de cette édition 2021. En effet, depuis sa création en 2008, le forum œuvre pour le développement d'infrastructures de transport performantes. C'est une conférence qui réunit gouvernements, acteurs clés des secteurs public et privé ainsi que l'ensemble des parties prenantes, le tout dans l'esprit de débats et d'échange d'expériences entre les pays de la région.

Fiacre Kombo

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Allemagne, match en retard de la 15^e journée, 2^e division

Remplaçant, Sylvester Ganvoula est entré à la 73^e lors du succès de Bochum à Regensburg (0-2). Le score était alors vierge. Bochum est 2^e à égalité de points avec Hambourg.

Angleterre, 3^e tour de la FA Cup

Pas de miracle pour Oldham, éliminé chez le 3^e de Championship, Bournemouth (1-4). Titularisé en pointe, Dylan Bahamboula a égalisé à la 45^e+1 sur penalty. En vain... Everton se qualifie face à Rotherham (2-1). Remplaçant, Niels Nkounkou est entré à la 95^e, pour aider les Toffees à conserver le score.

Au nom de l'alternance, Brice Samba était sur le banc lors de la victoire de Nottingham Forest face à Cardiff City (1-0).

Belgique, 30^e journée, 1^{re} division

Souffrant des ischios, Senna Mangué était forfait lors de la victoire des Pandas du KAS Eupen chez le Cercle de Bruges (2-1).

Sans Guy Mbenza, non convoqué, le Royal Antwerp est plombé à Malines (0-3).

Avec 6 points pris lors des 5 dernières journées, Anvers marque le pas et est désormais 6^e avec 31 points.

En bas de tableau, Eupen est 14^e avec 23 points et 1 match en retard à jouer.

Ecosse, 23^e journée, 1^{re} division

Clevid Dikamona est resté sur le banc lors de la victoire de Kilmarnock face à Hamilton Academicals (2-0). Septième, Kilmarnock ne compte plus que 2 longueurs de retard sur la sixième place, synonyme de play-offs.

Espagne, 21^e journée, 2^e division

Sans Jordi Mboula, à l'isolement après son test positif au Covid-19, Majorque perd

le duel des insulaires face à Las Palmas (0-1). Les Balears restent deuxième, mais comptent désormais 3 points de retard sur l'Espanyol.

Espagne, 9^e journée, 3^e division, groupe 4/B

La réserve du FC Séville s'incline à Yeclano (1-3). Baron Kibamba était titulaire.

France, ligue 1, 19^e journée

Privé de Faitout Maouassa (épaule), Rennes est contraint au nul par Lyon (0-0), après avoir mené 2-0. Steven Nzonzi et Eduardo Camavinga étaient titulaires. Ce score permet à l'OL d'être sacré champion d'automne.

Beni Makouana n'était pas retenu dans le groupe de Montpellier, tenu en échec à domicile par Nantes (1-1).

Chrislain Matsima n'était pas convoqué dans le groupe de Monaco, large vainqueur du SCO Angers (3-0).

Warren Tchimbembé n'est pas entré en jeu lors du match nul concédé par Metz face à Nice (1-1).

Loris Mouyokolo est resté sur le banc lors de la défaite des Merlus lorientais chez les Girondins de Bordeaux (1-2).

Italie, 11^e journée, 4^e division, groupe H

Mady Abonckele était titulaire lors du match nul de Gravina face à Francavilla (0-0). Remplacé à la 83^e.

Malte, 15^e journée, 1^{re} division

Première défaite dans le championnat maltais pour Christoffer Mafoumbi. L'international congolais et son équipe du FC Mosta se sont inclinés sur le terrain du leader, les Hamrun Spartans. Mosta avait pourtant ouvert le score à la 28^e, avant que les locaux ne soient réduits à 10 à la 37^e. Et ne marquent trois buts en seconde période.

Mosta est 4^e avec 26 points, à 5 longueurs de son adversaire.

Camille Delourme

PRÉPARATIFS CHAN

Le Congo domine le Rwanda à Kigali

Les Diables rouges du Congo ont battu, 1-0, les Amavubi (les Guêpes) du Rwanda, le 10 janvier au stade Amahoro de Kigali dans le cadre des préparatifs de la sixième édition du championnat d'Afrique des nations (Chan), Cameroun 2021.

L'entraîneur de l'équipe nationale, Bathélémy Ngatsono a rectifié la touche en apportant

Ndzila à la place de Chancel Massa (lors du match nul 2-2, le 7 janvier) ainsi que d'autres



Hardy Binguila devant un joueur rwandais/DR

un changement dans la composition du groupe qui avait livré un match nul soixante-douze heures avant avec le Rwanda. La tactique et la technique du coach a ainsi payé.

La titularisation de Pavelh

joueurs congolais a porté les fruits.

C'est en effet, le défenseur de l'Etoile du Congo, Cervele Ikouma Epoyo qui a inscrit l'unique but de la rencontre.

Les changements effectués

au cours du match ont permis aux Diables rouges non seulement de maîtriser leur adversaire mais aussi de dominer l'ensemble de la rencontre.

Au terme de la double confrontation face au Rwanda et avant leur départ pour le Cameroun, le 13 janvier, Bathélémy Ngatsono devrait maintenant mettre en place une équipe type qui devrait répondre aux attentes des supporters.

A moins d'une semaine de leur premier match du Chan, le 17 janvier face à la République démocratique du Congo, les Congolais se sentent confiants et continuent de mobiliser toutes les chances de leur côté. Après ce derby du fleuve, le Congo devra sortir gagnant, le 21 janvier, contre le Niger et la Libye, quatre jours après, c'est-à-dire, le 25 du même mois, afin de pouvoir se qualifier en demi-finales.

Notons que les Libyens avaient éliminé les Diables rouges en 2014 et 2018 dans cette compétition.

Rude Ngoma

Le Franco-Congolais Christopher Maboulou victime d'un arrêt cardiaque à l'âge de 30 ans

Six ans jour pour jour après avoir participé à la retentissante victoire du SC Bastia sur la pelouse du Parc des Princes (4-2), Christopher Maboulou s'est éteint tragiquement ce 10 janvier 2021

L'ancien joueur professionnel, formé à Châteauroux puis passé Bastia, Giannina (Grèce) et Nancy aurait été victime d'une attaque cardiaque pendant un match entre amis dans sa ville natale de Montfermeil. Agé de 30 ans, il portait les couleurs du FC Thonon-Evian Grand Genève la saison dernière.

En mars 2011, à 20 ans, il avait déjà été victime d'un malaise lors d'un entraînement avec son club de Châteauroux. Déclaré inapte à la pratique du sport, il avait arrêté sa carrière pendant deux ans, avant de retrouver les terrains et de se révéler lors de la saison 2012-2014 (9 buts en Ligue 2 avec la Berrichonne).

Le natif de Montfermeil avait été sélectionné à une reprise avec le Congo, par Valdo, en 2018. Au crépuscule d'une carrière sinusoïdale, il était resté sur le banc lors du match nul des Diables rouges face à la RDC (1-1) au Stade Alphonse Massamba Débat le



Christopher Maboulou lors de sa seule convocation avec le Congo en 2018 (DR)

18 novembre Rappelons qu'en 2015, il avait été présélectionné par Claude Leroy : alors sociétaire de Bastia, Maboulou, arguant un problème de passeport périmé, ne s'était présenté à Saly dans

les temps et avait été écarté par le technicien français. Qu'importe. L'heure est désormais au recueillement et à l'accompagnement de ses proches endeuillés.

C.D.

JOURS FÉRIÉS

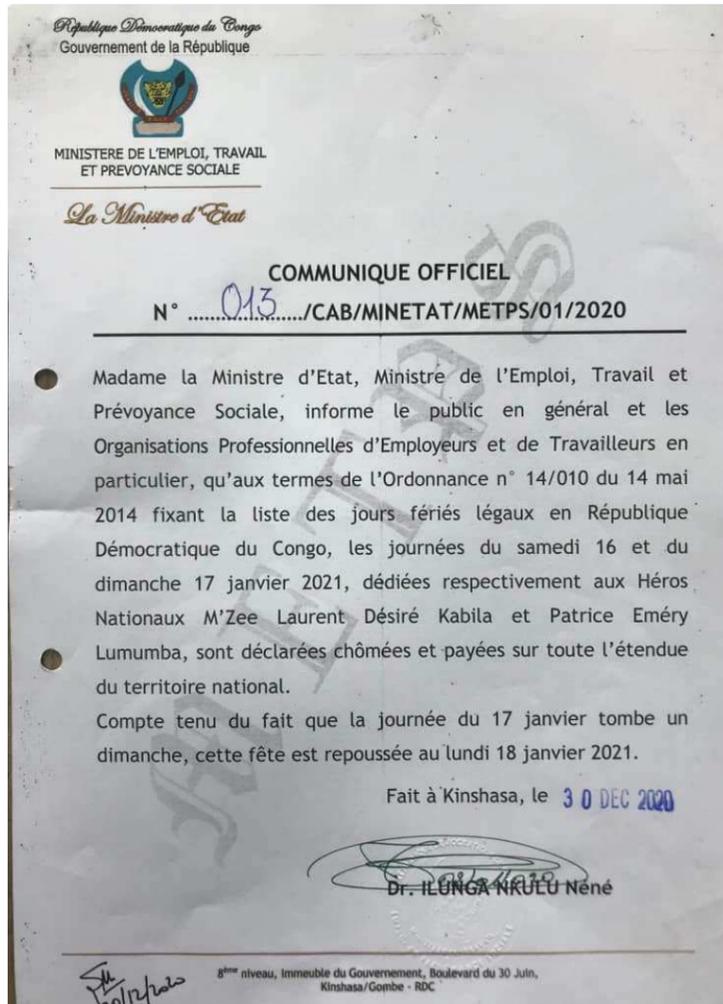
La fête du 17 janvier renvoyée au 18 janvier

La décision de la ministre chargée de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale est motivée par le fait que le 17 janvier 2021 tombe un dimanche.

Dans un communiqué signé depuis le 30 décembre 2020, la ministre chargée de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale, Néné Nkulu, a indiqué que les journées du 16 et 17 janvier, dédiées respectivement aux héros nationaux M'zée Laurent-Désiré Kabila et Patrice-Emery Lumumba, sont déclarées chômées et payées sur toute l'étendue de la République démocratique du Congo (RDC).

La ministre précise, par ailleurs, à l'attention du public en général et des organisations professionnelles d'employeurs et des travailleurs en particulier, que compte tenu du fait que la seconde journée, celle du 17 janvier, dédiée au premier Premier ministre congolais, Patrice-Emery Lumumba, tombe un dimanche, cette fête est repoussée au lundi 18 janvier 2021.

Ces fêtes, note-t-on, ont été décidées par l'ordonnance n° 14/10 du 14 mai 2014, qui a fixé la liste des jours fériés légaux en RDC. Il est rappelé que, dans le cadre de ces journées, le programme a toujours pré-



vu des manifestations officielles dans lesquelles il y a le dépôt des gerbes de fleurs au monument en mémoire de Lumumba, à la place de l'échangeur de Limete alors que pour Laurent-Désiré Kabila, en plus de cette cérémonie qui se tient au mausolée, devant le Palais de la Nation,

la visite du Palais de marbre, le bureau dans lequel le président de la République a été assassiné, le 16 janvier 2001. Aussi le programme pour ces deux journées prévoit-il la tenue des messes dans les temples de Kinshasa et des autres provinces du pays.

Lucien Dianzenza

PROGRAMME DE 100 JOURS

Des ONG s'insurgent contre la libération « irrégulière » des deux condamnés

Ces organisations saisissent le procureur général près la Cour de cassation pour dénoncer l'élargissement du directeur général de l'Office des voiries et drainages (OVD) et de la Société congolaise de construction (Sococ) basée dans le Kivu.

Le président de l'ONG de défense des droits de l'homme, Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj), Me Georges Kapiamba, a confirmé, le 11 janvier, être à la tête d'une délégation d'ONG des droits de l'homme qui ont saisi le procureur général près de la Cour de cassation pour dénoncer la libération de quelques condamnés dans le procès de 100 jours. Il s'agit notamment de Benjamin Wenga, de l'OVD, et Modeste Makabuza, de Sococ. Cet activiste dit attendre de ce haut magistrat notamment l'ouverture d'une enquête sur ces faits dénoncés.

Le président de l'Acaj dénonce, par ailleurs, le flou qui entoure cette libération et qui, dans un premier temps, était incorporé aux prisonniers graciés par le président de la République puis sur la liste des personnes ayant obtenu une liberté conditionnelle. Pour Me Georges Kapiamba, cette démarche des ONG vise à crédibiliser l'État de droit à travers une justice pour tous.

Benjamin Wenga et Modeste Makabuza, note-t-on, condamnés dans le cadre du programme des cent jours du président de la République, auraient été libérés sous des conditions que seul le vice-ministre chargé de la Justice maîtrise. Ces deux personnalités, accusées d'avoir détourné et surfacturé leurs projets dans le cadre du programme de 100 jours du chef de l'État sur son volet infrastructures dans les villes de Kinshasa et de Goma, ont été condamnées, l'année dernière, chacun, à trois ans de prison. Leur libération, moins d'une année après leur condamnation, a provoqué un tollé général dans l'opinion.

L.D.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

La RDC, quarantième pays dans les projections de la Banque mondiale

Le Rapport de janvier 2021 de l'institution monétaire portant sur les perspectives économiques mondiales estime le taux à 2,1 % au cours de cette année. En clair, le pays serait bien en train d'amorcer une sortie de la récession qui se chiffre à - 1,7 % en 2020.

La Banque mondiale (BM) a procédé au classement des pays africains en fonction de la croissance prévue pour 2021 dans son dernier Rapport sur les perspectives économiques mondiales publié en ce mois de janvier. Il ressort globalement que cinq pays africains vont constituer la locomotive de la région au cours de cette année. Ces champions de la croissance en Afrique sont Djibouti, le Kenya, la Tunisie, le Botswana et le Rwanda. Selon les projections de la BM, Djibouti devrait enregistrer la croissance la plus élevée estimée à 7 %, tandis que le Rwanda va boucler le top cinq avec 5,7 %. Toutefois, en scrutant l'ensemble du top dix, il faut compter aussi

avec d'autres poids lourds de la région comme la Guinée, la Tanzanie, la Côte d'Ivoire, le Cap-Vert et l'île Maurice. Loin derrière, la RDC occupe la quarantième place dans les projections de croissance de la BM.

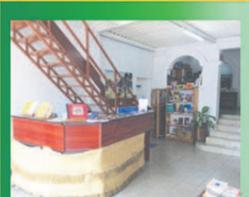
Comme le note l'institution de Bretton Woods, 2020 reste une année pénible pour les pays du continent africain. En effet, elle est marquée par une baisse générale de croissance et une récession dans de nombreuses économies africaines en raison de l'impact de la covid-19. Toutefois, la BM est optimiste en annonçant d'ailleurs une reprise économique « relativement modérée » pour l'Afrique au

courant de cette année. Dans l'ensemble, les projections de croissance de l'Afrique sont revues légèrement à la baisse, passant de 3,1 % (initialement projeté) à 2,7 %. Dans la foulée, une poignée de pays enregistre un véritable rebond d'activité économique « assez soutenu ». Au total, quarante-sept des cinquante-deux pays du classement figurent sur cette liste privilégiée. Enfin, trois pays essentiellement pétroliers devraient être encore en récession cette année. En examinant toujours le classement au niveau des chiffres, les cas de la Tunisie et du Botswana sont assez spectaculaires, car ces pays ont connu une récession de l'ordre de 9 % en 2020 avant de passer chacun à une projection positive de près de 6 % en 2021. Seul l'avenir nous le dira !

Laurent Essolomwa

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.










Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble Les Manguiers (Mpla), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)

AFRIQUE CENTRALE

Denis Sassou N'Guesso et Félix Antoine Tshisekedi échangent sur l'actualité de la sous-région

En visite de travail de 72 heures à Oyo, dans le département de la Cuvette, où il a été reçu par son homologue congolais, Denis Sassou N'Guesso, le président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, s'est exprimé sur l'actualité politique de son pays, le vaccin contre la Covid-19 et les relations entre les deux pays.

« Quand les deux chefs d'Etat se rencontrent, il y a beaucoup de choses au menu de leurs conversations. Il n'y a qu'à regarder dans la région, les bruits de bottes en Centrafrique, à l'Est et au Nord-Est de la RDC. La situation politique dans ce dernier pays aussi, et la future prési-

dentielle de l'Union africaine par ma personne. Donc, se sont des sujets de l'heure qui nécessitent évidemment un échange approfondi », a expliqué le président de la RDC à la presse.

Interrogé sur l'éclatement de la coalition FCC-Cash et la formation d'une nouvelle majorité parlementaire, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a indiqué que l'informateur est à l'ouvrage depuis le 1er janvier. Selon lui, ce dernier devrait présenter sous peu les différentes étapes qu'il va entreprendre. « ... Sa tâche est de constater une nouvelle coalition et à ce moment-là, nous allons désigner un formateur. Ce sera soit lui ou une autre personne qui sera chargée

de former le gouvernement. L'Assemblée nationale est en session extraordinaire pour, entre autres, la mise en place du bureau définitif parce que, là aussi, il y a eu des bouleversements et le vote de certaines résolutions », a-t-il indiqué.

Concernant le vaccin contre la Covid-19, le président de la RDC a annoncé que son pays a déjà reçu des propositions des partenaires. Il s'agit d'un passage obligé mais, la RDC privilégie aussi le traitement curatif. « Je crois que nous avons deux produits qui promettent... Ce sont des produits congolais, donc nous allons faire leur promotion mais, évidemment, le vaccin est un passage obligé, cela permet de freiner la contagion. Mais on verra, le moment



venu, nous prendrons les décisions qui s'imposent parce que pour le moment nos scientifiques nous conseillent d'attendre et de regarder les effets de ces vaccins sous d'autres yeux. Donc, nous ne ferons que suivre les conseils

Le président Félix Antoine Tshisekedi des experts », a-t-il signifié. S'agissant de la coopération bilatérale entre les deux Congo, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a déclaré qu'elle est excellente.

Parfait Wilfried Douniama

Communiqué de presse relatif à la visite de travail de Son Excellence Monsieur Félix Tshisekedi Tshilombo

1. A l'invitation de Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO, Président de la République du Congo, Président en exercice de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale, Son Excellence Monsieur Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, Président de la République Démocratique du Congo, a effectué une visite de travail à Oyo dans le département de la Cuvette, en République du Congo, du 9 au 11 janvier 2021.

2. Au cours de cette visite, les deux Chefs d'Etat ont eu un tête-à-tête sur les questions bilatérales, sous-régionales, régionales et internationales. Au demeurant, ils ont mutuellement formulé, à eux-mêmes, ainsi qu'aux peuples de leurs deux pays respectifs, les vœux les meilleurs pour cette année 2021.

3. Au plan bilatéral, les deux Chefs d'Etat se sont félicités de l'excellence des relations entre leurs deux pays, marquées par des rencontres fréquentes à tous les niveaux, y compris au niveau des Chefs d'Etat.

4. Ils se sont, en outre, préoccupés de l'évolution de la situation sécuritaire à l'Est de la République Démocratique du Congo, caractérisée par l'activisme des groupes armés et des pertes en vies humaines.

5. A cet égard, ils ont condamné avec fermeté les actes criminels perpétrés dans cette partie de la RDC.

6. Ils ont appelé l'attention de la Communauté internationale à redoubler d'efforts en vue de la mise en œuvre pleine et entière de l'Accord-Cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République Démocratique du Congo et la Région.

7. Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO a salué le climat de paix qui règne sur le reste du territoire de la République Démocratique du Congo. Il a encouragé le Président Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO à privilégier le dialogue et la concertation, en vue de consolider un climat nécessaire à la paix et au développement de son pays.

8. Au plan sous-régional, les deux Chefs d'Etat ont pris acte des résultats provisoires des élections présidentielle et législatives rendus publics par l'Autorité Nationale des Elections en République Centrafricaine.

9. Ils ont lancé un vibrant appel à l'ensemble de la classe politique centrafricaine afin qu'elle privilégie le dialogue pour sortir ce pays frère du cycle de violence fratricide.

10. Ils ont, en outre, lancé un appel aux signataires de l'Accord de Khartoum pour que soit mis pleinement en œuvre cet accord.

11. Les deux Chefs d'Etat ont fermement condamné la situation qui prévaut au cours de ces dernières heures en République du Cameroun, les crimes de sang perpétrés par des terroristes contre des paisibles populations, notamment dans le Nord-Est de ce pays. Ils ont adressé leurs sincères condoléances au Président Paul BIYA.

12. Au plan régional, les deux Chefs d'Etat ont condamné avec énergie les crimes odieux commis contre les civils au Niger, ainsi que l'assassinat de trois soldats français de l'opération Barkhane au Mali. Ils ont adressé leurs sincères condoléances aux Présidents MAHAMADOU ISSOUFOU et Emmanuel MACRON.

13. S'agissant des processus électoraux en Afrique, les deux Chefs d'Etat ont salué la tenue des élections là où elles étaient programmées. Ils se sont félicités de l'aboutissement heureux de ces élections, notamment en Côte d'Ivoire, en République de Guinée, au Burkina Faso et au Ghana.

14. Au plan international, les deux Chefs d'Etat ont salué le lancement des campagnes de vaccination contre le Covid-19 à travers le monde et ont appelé à plus de solidarité envers les pays en développement, afin que l'ensemble de la population mondiale ait accès aux vaccins anti-Covid.

15. Concernant les élections aux Etats-Unis d'Amérique, les deux Chefs d'Etat ont déploré les événements malheureux qui se sont produits au Capitole de Washington, siège du Congrès américain. Ils ont réitéré leurs félicitations au Président Joe BIDEN, pour son élection à la magistrature suprême de son pays.

16. Au terme de sa visite de travail, Son Excellence Monsieur Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, Président de la République Démocratique du Congo, a remercié Son Homologue Congolais, pour l'accueil chaleureux et fraternel qui lui a été réservé, ainsi qu'à l'ensemble de sa délégation.

17. Le Président Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO a invité Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO à effectuer une visite en République Démocratique du Congo. Le Président de la République du Congo a répondu favorablement à cette invitation. La date de la visite sera communiquée par voie diplomatique.

Fait à Oyo, le 11 janvier 2021